

# solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N°41 (1155) 23 octobre 1996, 26<sup>ème</sup> année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X



## La parole au peuple 70 interviews

### Contre l'Opération Oubliettes

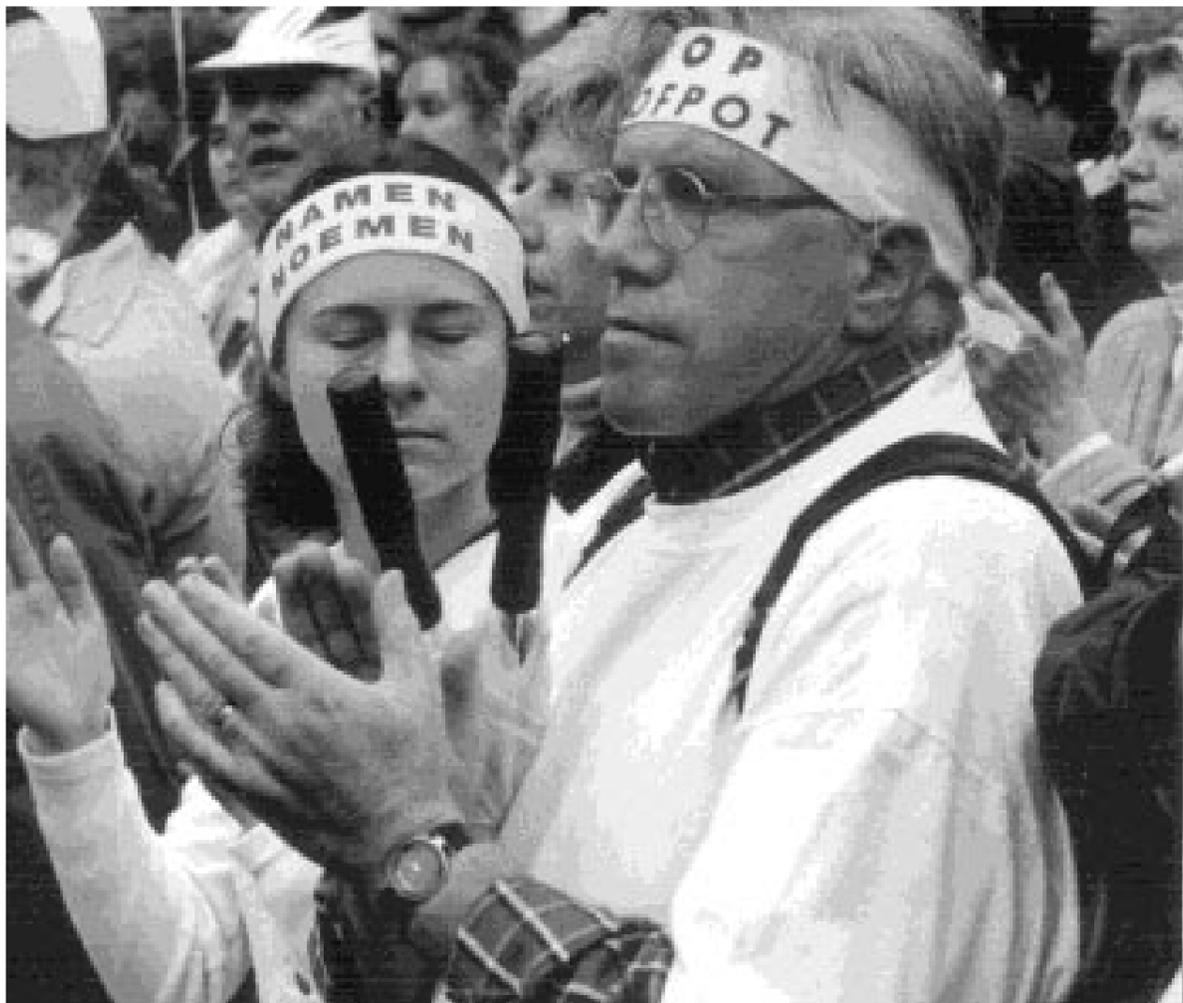
Le peuple descend dans la rue et crie sa révolte.

Effrayés, Dehaene et la gendarmerie font tout pour le museler. Cela fait partie de leur Opération Oubliettes.

Solidaire, au contraire, donne la parole au peuple.

70 interviews réalisées dans et autour de la grande manifestation de Bruxelles. Un numéro exceptionnel.

# La peur des oubliettes mobilise 300.000 personnes



## J'ai perdu confiance



**Philippe Vandebussche**, 43 ans, Marke (Flandre occidentale) : «Je suis venu protester contre la politisation de notre appareil judiciaire. Pour montrer à nos gouvernants que quelque chose ne va pas dans notre système juridique : il y a un manque de coordination

dans l'enquête judiciaire. Il faut en finir avec les nominations politiques dans la Justice, par respect pour la séparation des pouvoirs. Il est vrai que notre Justice est une justice de classe, qui agit autrement lorsqu'il s'agit du fils de Jan De Clerck.»

**Un employé d'Ostende.** «Je suis ici pour tout ce qui s'est passé avec les enfants mais aussi contre le laxisme de l'enquête. Pour moi, c'est la peur ultime des oubliettes. La Justice n'a pas l'intention de mener cette enquête jusqu'au bout. Elle tente de la jeter aux oubliettes. Elle se protège elle-même.»



## Jusqu'au bout ?



**Karel Thijs**, trente ans, est ouvrier dans une fabrique de plastique à Wellen. Il est venu avec quatre collègues.

«Je me demande vraiment si la Justice ira jusqu'au bout. Le ministre De Clerck promet maintenant que le juge Langlois sera assisté de

deux nouveaux juges d'instruction mais on peut se demander si ceux-ci ont plus d'expérience que Langlois lui-même.

Dans notre usine, il faut parfois avoir cinq ans d'expérience décrocher un boulot, Langlois a à peine deux mois d'expérience. Ce que je

veux dire, c'est que si, dans un mois, on n'a pas vraiment avancé, toutes les promesses de De Clerck sont nulles.

Je n'attends pas plus du roi. Le gouvernement le met en avant uniquement pour que la manifestation se déroule assez calmement.»

## État et Justice, la puanteur du capitalisme



**Danny Verdeur**, 32 ans, Erps Kwerps, employé à Toyota : «On a donné Zicot pour cacher tous les autres. Beaucoup de choses sont cachées dans notre société. Il y a de la corruption à tous les niveaux et ce sont les petits qui payent. C'est le ras-le-bol général. La bande de Nivelles, Assubel, etc.

Toi, simple petit Belge, tu paies une amende dès que tu fais quelque chose de travers. Voilà la différence entre les petits et les gros : lorsqu'un petit fraude pour 5.000 F, il paye un maximum. Eux, ils fraudent pour des millions et ne paient rien.»

**Staf De Leger en Kris**

**Vanhove**, pensionnés, Ostende. Staf porte un carton sur sa casquette où figure "Etat et Justice - puanteur du capitalisme". «Parmi tous ceux qui ont commis des fautes, aucun n'a encore été démis, mais Connerotte qui a obtenu quelques résultats, est dessaisi. Une preuve de plus de la justice de classe.»

## Le pot de fer contre le pot de terre



**Roger**, chauffeur de bus bruxellois (51 ans) : «Nous

avons eu un problème similaire. Le 17 décembre 1994, ma fille a été violée. Nous sommes passés à la gendarmerie en mars 1995. Le violeur a tout avoué, mais, jusqu'à présent, il n'a passé que 24 jours en prison. Il est toujours libre, le procès aura lieu le 9 décembre 1996. Ma fille a fait une déposition

et elle a tout dit au gendarme.

A nous, elle avait dit qu'il s'agissait seulement d'attouchements.

Dans quel état, on se retrouve après une chose comme ça ! Quand ça vous arrive, tout le monde vous considère comme des pestiférés, ça c'est le plus

horrible. J'ai écrit au ministre de la Justice qui a dit qu'il ne pouvait rien faire pour que ce soit jugé plus vite. J'ai écrit aussi à Onkelinx.

La Justice belge, c'est le pot de fer contre le pot de terre. Mais le pot de fer, il est rouillé depuis longtemps tandis que la terre, elle est toujours vivante.»

## Insupportable puanteur des oubliettes



**Dora Van der Groen**, actrice-metteur en scène, Anvers.

«Je participe à cette manifestation pour les droits de l'enfant, de tous les enfants, les pauvres comme les riches. J'ai le plus grand respect pour les parents qui portent un fardeau immense avec une si grande force morale, c'est pourquoi je respecte leur appel à une manifestation neutre et apolitique. Moi-même, je ne m'identifie à aucun courant politique. Pourtant, je suis encore totalement bouleversée par le discours de Madame Liekendael. Elle prétend qu'en rendant son jugement, un juge doit laisser son coeur de côté. Alors, je me demande : de quelles créatures s'agit-il à la

fin, quel appareil de Justice inhumain avon-nous ? Pour moi, c'est justement du coeur que vient une grande part de la sagesse.

Ma confiance en la Justice a totalement disparu et la puanteur des oubliettes est devenue insupportable. C'est absolument nécessaire que l'enquête soit menée jusqu'au bout, mais je ne crois pas que les magistrats actuels en soient capables. La confiance a totalement disparu et il faudra des années pour la rétablir.

La société d'aujourd'hui est tout-à-fait inhumaine. Il faut un profond changement de mentalité, d'abord parmi ceux qui possèdent le pouvoir dans le monde de la politique et de la Justice. La situation est à ce point malsaine que je demande avec affolement : entamerons-nous le 21ème siècle avec une aussi mauvaise politique ? Qu'est-ce que la société actuelle peut encore offrir à notre jeunesse et à nos enfants pour le prochain siècle ?»



**Maaïke Seghers, ancienne déléguée CSC licenciée par la Sabena et condamnée à six mois de prison avec sursis en raison d'un incident survenu lors d'une grève en 1993.**

**Comment juges-tu la façon dont a été menée l'enquête dans l'affaire Dutroux ?**

**Maaïke Seghers.** Je ne m'étais jamais rendu compte aussi clairement que la Belgique avait une justice de classe. Il n'y a pas longtemps j'ai participé à un débat où Mme Lyna déclarait que la Justice était peut-être un peu coûteuse, mais en tout cas impartiale. Ma propre expérience m'a pourtant persuadé du contraire. Comme déléguée chez Sabena j'avais tenté d'empêcher un chef du personnel de prendre des images vidéo d'un piquet de grève. Je savais que la direction allait user de ces images pour sanctionner les grévistes. Cette atteinte flagrante au droit de grève n'a évidemment jamais été sanctionnée. C'est moi qui me suis retrouvée devant le juge, accusée de "vol avec violence", alors que je me contentais d'exercer mon mandat légal. De telles décisions de justice rendent le travail des délégués impossible. Dans mon

## «Justice et gendarmerie : garants de l'ordre des patrons»



cas, le tribunal s'est appuyé sur le témoignage de trois cadres. Est-ce cela la justice ?

Normalement, un différent de ce type devrait passer devant le Tribunal du Travail, où le syndicat est présent. Mais la direction de Sabena est parvenue à faire passer mon cas en correctionnelle, en accusant un de mes témoins de "faux en écriture". Le 18 mars, j'ai été condamnée à six mois de prison avec sursis. J'attends toujours mon appel. Le patronat criminalise l'activité syndicale, avec l'aide de juges prétendument "neutres".

Je pense que Sabena fut la première entreprise où on a imposé une astreinte contre les piquets de grève, en 1986. Un juge a été tiré de son lit pour prononcer cet arrêt. Quand il s'agit de défendre les patrons, la justice est toujours prête. De tels arrêts sont basés sur le fait que leur propriété privée est en danger. La gendarmerie et l'huissier sont présents au piquet pour vérifier qu'il est bien appliqué. Et ça ne serait pas de la justice de classe ?

**Tu as eu souvent affaire à la gendarmerie...**

**Maaïke Seghers.** Je n'ai pas assisté à beaucoup de grèves à la Sabena sans que la gendarmerie débarque immédiatement en force. L'an dernier, en décembre, lors d'une action contre le plan Godfried, 200 syndicalistes ont été arrêtés, alors qu'ils occupaient le terrain d'aviation. Voilà l'ordre que la gendarmerie est chargée de maintenir : l'ordre de la propriété privée des patrons. Mais a-t-on jamais vu un patron condamné parce qu'il ne respecte pas une convention collective ? Ou parce qu'il jette des travailleurs à la rue ?

Il suffit de regarder leur matériel : leurs canons à eau, leurs chevaux de frise, leurs matraques... tout cela ne sert pas à attraper des gangsters ou les fraudeurs de la Kredietbank. C'est seulement pour mater les manifestations des travailleurs et des étudiants.

**Tu as aussi constaté comment des travailleurs sont sévèrement punis pour des faits bénins...**

**Maaïke Seghers.** J'ai connu des gens condamnés parce qu'ils avaient empoché un paquet de café ou une bouteille de whisky dans un avion qu'ils devaient nettoyer. Ces gens ont un boulot mal payé, à raison de 4 heures par semaine, pendant les heures les plus chargées. Ils côtoient tout ce luxe, alors qu'eux-mêmes parviennent difficilement à nouer les deux bouts. Et pour une futilité, on les prive de travail. Et sur leur C4 on mentionne : "faute grave". Les gendarmes viennent les chercher, sous le regard de leurs collègues. Mais on ne veut pas nous dire les noms des innombrables salopards dont Nihoul a révélé l'identité. Ceux-là, sont protégés par la gendarmerie et par la Justice.



## Notre système juridique montre son caractère de classe

**Professeur Bundervoet sociologue du travail à l'Université de Leuven (KUL) :**

«Les porte-parole du gouvernement et des partis politiques jouent un jeu juridique, mais certainement pas social. Ils vont de nouveau mettre en place une série de commissions, comme on en a déjà tant connu. Soit elles sont vite en désaccord, soit on parvient malgré tout à étouffer les affaires. On intervient systématiquement dans la justice via des nominations politi-

ques. Alors comment peut-on parler de neutralité ? Notre système juridique va de plus en plus mettre à nu son caractère de classe. La criminalité des classes supérieures n'est pas poursuivie. Pensez aux dossiers de fraude. Les classes supérieures ont des canaux via lesquels elles peuvent faire enterrer leurs dossiers. Je pense par exemple aux affaires de sécurité sur les

lieux de travail. Une étude de Ponsaers et De Cuyper a montré que 3% seulement des infractions aux lois sociales font l'objet d'une condamnation par un tribunal. Une partie est résolue via des "arrangements". Souvent on ne dresse même pas de procès verbal.

La "séparation des pouvoirs" n'existe pas dans la réalité, du moins pas pour les classes supérieures. Combien n'y a-t-il pas de magistrats membres du Lions Club ou de l'Ordre du

Prince ? Souvent, ces magistrats dînent à la table de patrons et d'autres personnes de milieux aisés. Et ils ne mangent pas du spaghetti. A ces occasions, ils discutent toutes sortes d'affaires. Est-ce légal ? Je crains que toutes ces commissions ne servent en définitive qu'à reporter les échéances. Les promesses de Dehaene sont très vagues. Le gouvernement espère que le temps calmera les esprits. Mais les travailleurs qui se sont mobilisés cette semaine ont fait

clairement comprendre qu'ils en avaient marre. Pas seulement du mauvais fonctionnement de la Justice, mais aussi de l'austérité incessante. Le gouvernement a fait beaucoup de promesses sur l'emploi, mais aucune amélioration n'est en vue. Il faudra une pression permanente. Maintenant les conventions collectives vont être négociées. Peut-être le gouvernement va-t-il intervenir. Ça ne m'étonnerait pas qu'on connaisse un automne assez chaud !»

## La différence avec Anthony trop flagrante

**Bricq De Bois,** anversoïis, 34 ans, indépendant et actif dans le secteur théâtral. «Le dessaisissement de Connerotte est la goutte qui a fait déborder le vase. Un juge compétent et courageux qui était en train d'obtenir des résultats, rappelé à l'ordre parce que soudain la Cour

de Cassation applique la loi à la lettre et pas dans son esprit. Cela m'a choqué énormément et je veux le faire entendre aujourd'hui. J'ai l'impression qu'il y a encore des juges compétents et tenaces, mais dans l'appareil judiciaire, je n'ai guère confiance. Quand

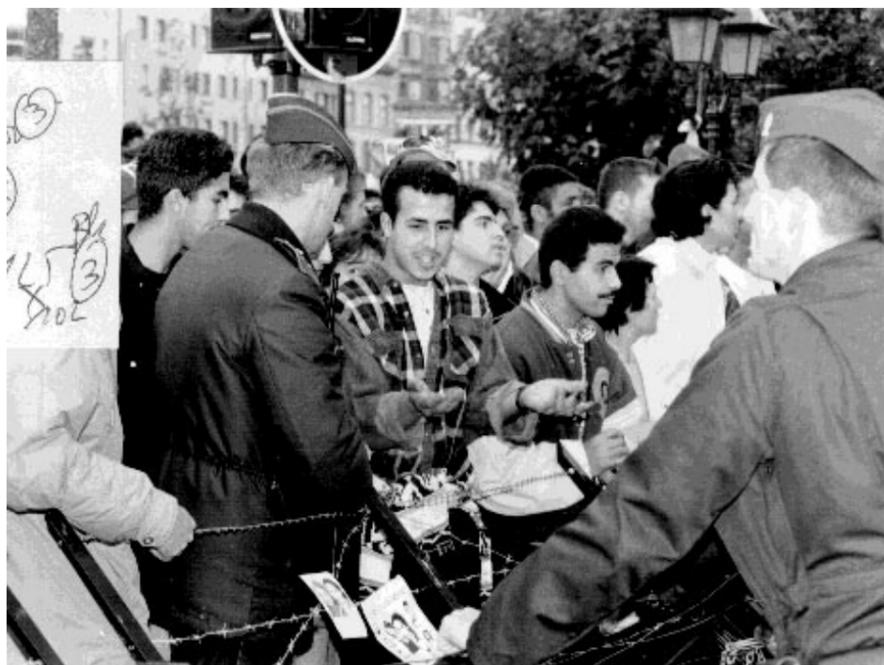
Anthony De Clerck a été enlevé, les parents ont eu le jour-même l'occasion de s'adresser à leur enfant, à la télévision. La différence avec la manière dont on a traité les parents de Julie et Mélissa montre que nous avons toujours affaire à une justice de classe.»

## L'avilissement de l'âme

**Un invalide** de Gand. «C'est un semblant de démocratie. Tous ceux qui sont maintenant au pouvoir doivent en être "délivrés" par la manière forte et remplacés par d'autres mieux intentionnés. Jusqu'à maintenant, la Justice avait bien conservé

les apparences, mais aujourd'hui, elle crache au visage des gens. Et que font-ils avec la Sécurité sociale ? Ils la démolissent. Scandaleux !» **Diop,** 44 ans, photographe d'art. «La Justice est sans conscience. Ce n'est que

ruine de l'âme. En tant qu'étranger vivant en Europe, on ne cesse d'être tourmenté par la Justice. Le premier mobile c'est la couleur de notre peau. Les mesures du gouvernement sont politiques et cette politique est mensongère.»





## A Cuba, les juges sont élus et révocables

**Enrico De Simone** est avocat, membre du PTB à Deurne. Au cours de l'été dernier, il s'est rendu à Cuba en compagnie de quelques confrères, pour y étudier le système juridique socialiste. «Une différence importante avec la Justice belge concerne le contrôle populaire. Avant la révolution de 1959, Cuba connaissait aussi une justice de classe, qui s'en prenait fermement aux "petites gens" pendant que la bourgeoisie pouvait corrompre et frauder en toute impunité. Après la révolution cubaine, la Justice fut révisée de fond en comble. Pour commencer, ce ne sont pas seulement des juges

professionnels qui prononcent la Justice. Ils agissent toujours de concert avec des juges "séculiers". Ceux-ci ne s'occupent de justice que pendant deux mois non consécutifs par an. Le reste du temps, ils exercent leur profession normale. Mais leur voix pèse aussi lourd que celle des juges professionnels.

Les juges réguliers aussi bien que les séculiers sont élus. Les premiers pour une période de cinq ans, les autres pour deux ans et demi. Chaque année, ils doivent rendre compte de leurs activités (mais pas sur le contenu des jugements, où les juges sont indépen-

dants).

Au cours de leur mandat, les magistrats peuvent, à tout moment, être démis de leur fonction. Des procédures simples le permettent au niveau du "pouvoir populaire" (le système cubain de représentation populaire aux échelons local, provincial et national). Avec deux tiers des voix, un juge peut être immédiatement démis de ses fonctions.»



## Les opérations oubliettes je connais. Du Chili.

**Irène Manzano**, 43 ans, réfugiée chilienne et nettoyeuse à Bruxelles : «Lorsque j'ai vu les affiches pour les enfants au supermarché, puis le laxisme de la Justice, j'ai pensé au Chili. J'ai connu les mêmes réactions de la Justice au Chili. Dans mon pays, la police faisait disparaître les gens pour des raisons politiques. Mais lorsqu'on s'adressait à la Justice pour retrouver un disparu, on se heurtait à la même attitude : laxisme, juge en vacances, refus d'entendre les témoins présentés par la famille.»

**Benny Bogaerts** de Kortesseem a 40 ans et travaille à la Poste. Il est présent avec toute sa famille. «Il y a beaucoup de corruption parmi les juges. Les petites affaires sont peut-être jugées correctement, mais les affaires qui mettent en jeu beaucoup d'argent et de pouvoir vont aux oubliettes.»

**Eman**, infirmière bruxelloise et **Hind**, étudiante, ont

vingt ans. «Connerotte savait bien ce qu'il faisait lorsqu'il est allé à ce souper. La pression était probablement si forte ou bien il avait trop peur de continuer et de faire éclater la vérité qu'il a choisi ouvertement cette solution. La pression d'en haut est si importante que la Justice fait tout pour camoufler. Au sommet, on sait depuis longtemps qui sont les coupables, mais à notre niveau, on ne se saura jamais. Mais nous pouvons quand même espérer...»

**André et Jeanine Duchâteau**, instituteurs, 55 ans, de Fosses-la-Ville : «Nous sommes là avant tout pour exprimer notre sentiment de justice et de vengeance. Ce n'est pas la peine de protéger les enfants si les coupables courent toujours.»

**Abdellah Mahani**, 41 ans, Bruxelles, demi-chef de rang à la Sabena : «Je pense que la justice ira jusqu'au bout. Elle ne fonctionne pas bien mais avec la manif., cela va changer.»

## Comme la mafia, les industriels ont les choses en main



**Lisette venue avec son mari Jan**, de Hamont dans le Limbourg, ont tous deux 38 ans. Il est dans l'enseignement, elle dans le secteur social. «Je manifeste contre toute la société dans laquelle les criminels sont plus protégés que les victimes et dans laquelle les juges d'instruction et les avocats sont éliminés pour de ridicules fautes de procédure ou pour une stupide assiette de spaghetti dès qu'ils s'accrochent à un dossier chaud. Le dessaisissement de Connerotte est la goutte qui a fait déborder le vase mais avant cela, d'autres affaires sont passées aux oubliettes : la bande des tueurs du Brabant, les CCC, le trafic d'hormone, les ballets roses. Je manifeste parce que les coupables doivent enfin être pris, les clients de

Dutroux et ceux qui le protègent.

Parmi les magistrats comme partout, il y en a qui travaillent dur et d'autres qui n'en font pas trop, mais l'ensemble de l'appareil judiciaire est dominé par l'argent et les nominations politiques. En plus, dans les questions cruciales, ils subissent de fortes pressions. On parle souvent de la mafia en Italie, mais en Belgique aussi ce sont les grands industriels qui tirent les ficelles, aussi bien dans la politique que dans la Justice. On les retrouve dans tous les grands dossiers criminels. L'affaire Dutroux confirme l'image que j'ai commencé à avoir de cette société depuis la bande du Brabant : une société dans laquelle tout est manipulé par ceux qui disposent de beaucoup de capital. Il est caractéristique que Nihoul puisse se payer deux, trois avocats parmi les plus chers, qui aident à trouver une faute de procédure pour faire prendre à ce dossier la voie des oubliettes. Pourtant, je ne suis pas pessimiste. Les événements de la semaine ont montré qu'énormément de gens ne se sont pas laissés contaminer par la pourriture du système et ont toujours le courage de combattre le mal.»



## Ce système doit changer

**Luc**, 37 ans, est un indépendant d'Alost. «Je pense que la Justice ne prendra que quelques petits poissons. Mais je manifeste quand même pour montrer que cette affaire ne peut pas passer aux oubliettes. Je ne vois pas de solution pour ce

système. Je comprends la jeunesse qui descend dans la rue. Moi même, j'ai connu deux faillites frauduleuses, et je n'ai jamais récupéré mon argent. Rien n'a été fait, on a laissé prescrire l'affaire.»

**Des jeunes** du centre 't

Uilekot à Herzele. «La bande des tueurs du Brabant, Delcroix, l'AGCD, l'assassinat de Cools, Agusta... Il faut d'urgence creuser plus loin. Il y a des pouvoirs importants qui contrarient toute enquête approfondie.»

## Il faut renforcer le contrôle du peuple

**Tobias et Ephren**, étudiants à Anvers, ont mené des actions pendant toute la semaine écoulée. «Cette manifestation doit attirer l'attention sur nos opinions. Il est important qu'il y ait plus de contrôle sur la Justice. Il faut sérieusement

faire le tri. Il faut faire revivre la démocratie, renforcer le contrôle par le peuple», dit Tobias. «La justice doit s'occuper des riches. Les "snufffilms" (qui montrent des enfants torturés) par exemple, c'est un truc pour les riches. Un film

comme ça coûte cent mille francs. Les gens qui ont de l'argent ne valent rien», ajoute Ephren.

**Flippo** (16 ans), élève à Charleroi : «La Justice ? Elle doit changer. Etre la même pour tous.»



# Ils protègent les piliers corrompus sur lesquels ils reposent

“Les politiciens dépendent des industriels”



**Jan et Lisette de Hamont (Limbourg), lui dans l'enseignement, elle dans le secteur social, 38 ans :** «J'ai très peu confiance dans les partis politiques traditionnels. A la télé, tous promettent qu'ils laisseront l'enquête aller jusqu'au bout, mais aucun ne veut se mouiller. Sans doute ne peuvent-ils faire autrement, car eux aussi dépendent des grands industriels pour financer leurs campagnes électorales.»

**Bricq De Bois, 34 ans, indépendant, homme de théâtre, Anvers :** «Les partis

politiques souffrent de la maladie typiquement belge et continuent de protéger les piliers corrompus sur lesquels ils sont bâtis. Ils misent sur la lâcheté. Je peux admettre qu'ils ne participent pas à ce cortège en tant que parti, étant donné la demande des parents, mais qu'aucun des grands politiciens ne soient ici présents, cela démontre qu'aucun n'ose prendre ses responsabilités.»



**Karel Thijs, trente ans, ouvrier d'une entreprise de**

**plastique, venu à la manif avec quatre collègues :** «Les partis politiques tentent autant que possible de jeter l'affaire aux oubliettes. Comme avec la Bande du Brabant, les paras assassinés au Rwanda... Je ne pense pas que les nouveaux juges d'instruction réaliseront beaucoup. Certainement pas après avoir vu Connerotte se faire rappeler à l'ordre. Bourlet et Connerotte sont menacés, doivent circuler en véhicule blindé... ça montre la puissance de ce réseau qui doit certainement avoir des ramifications internationales. Comme l'affaire Cools.»

**Steven, 21 ans, Peter 23 ans, Bart, 19 ans, Peter 14 ans et Jelle, 13 ans, membres des patros :** «Ils ont seulement peur pour leur élection. Exiger des peines plus sévères comme le fait le

Vlaams Blok, c'est le plus facile. Le Vlaams Blok veut un État policier.»



**Paul (51 ans), enseignant d'Anvers :** «Une commission publique ? C'est le seul moyen pour obtenir des résultats. Les parlementaires ont cédé tout leur pouvoir au gouvernement, avec les pleins pouvoirs. Donc, je ne leur fais plus confiance. Le ministre flamand de l'Enseignement a dit que manifester, c'est bien, mais que les élèves doivent retourner à l'école. Normal. Il le dit dans l'intérêt de son parti.»



Place Rogier, 13 h 40. Trois jeunes viennent manifester. Leur calicot : “Sire, nous sommes fâchés. Nous exigeons une Cassation digne”...

## Arrestations illégales, dit l'avocat

**Jan Fermon, avocat PTB, juge illégales les arrestations opérées par la police...**

**Combien de distributeurs de tracts ont été arrêtés dimanche ?**

**Jan Fermon.** Une trentaine. Police et gendarmerie les ont détenus plusieurs heures. Quelques dizaines d'autres plus brièvement, afin d'empêcher la distribution. A Malines et Louvain où les tracts ont été saisis.

**Ces arrestations avaient-elles une base légale ?**

**Jan Fermon.** Aucune. C'est tout-à-fait arbitraire. Dimanche, on a vu à l'oeuvre l'Etat de non-droit. A

Schaerbeek, la police s'est référée à un règlement de 1986 jamais appliqué. Ailleurs, on ne s'est même pas fatigué à chercher une justification. Ils disaient seulement que les médias avaient annoncé l'interdiction de toute information politique. Certains ont prétendu que le jugement récent (voir ci-dessus) interdisait la propagande à la manifestation. Ce n'est évidemment pas le cas.

**Le commandement de la gendarmerie a déclaré à la radio que les arrestations étaient préventives pour éviter des incidents avec d'autres manifestants.**

**Jan Fermon.** Ca ne tient pas non plus. Il n'y a eu aucun incident ! En réalité, toutes ces arrestations sont illégales. Police et gendarmerie ont violé les libertés constitutionnelles d'expression et de manifestation.

**Le PTB était-il spécialement visé ?**

**Jan Fermon.** Tout-à-fait. Plusieurs personnes arrêtées ont été interrogées au commissariat sur leurs liens avec le PTB. Deux personnes ont été amenées au palais de Justice et interrogées sur le contenu du tract, sur leurs liens avec le PTB. On leur a demandé si elles connaissaient le secrétariat

du parti, si elles étaient membres. Toutes questions politiques n'ayant rien à voir avec un délit. Le caractère politique de l'opération était donc évident : imposer silence à un parti. On a violé la Constitution qui interdit les discriminations. Alors que Dehaene s'efforçait de récupérer la manifestation en la présentant comme un soutien au gouvernement, la seule voix critique a été étouffée.

**Comment les personnes arrêtées vont-elles réagir ?**

Une plainte collective sera déposée. Pour arrestation arbitraire et violation des droits constitutionnels.



13 h 45. La police leur interdit de manifester. Et la liberté d'expression ?

## Un jugement prétend imposer la censure politique au PTB

Le 18 octobre, le tribunal de première instance de Bruxelles a interdit “provisoirement” au PTB d'appeler à la marche à la mémoire des enfants disparus “qui aurait une connotation dénaturant, volontairement ou involontairement, le but poursuivi par les parents”. Sous peine de payer 50.000 F par infraction. La demande initiale voulait aussi interdire de citer les noms, images ou l'histoire de Julie et Mélissa. Le président a estimé que cette demande dépassait les limites du “jugement d'urgence”. Le jugement constitue une grave atteinte à la liberté

d'expression. Il interdit à une voix de participer au débat politique qui secoue le pays. Il instaure une censure politique. Le tract contient l'analyse avancée par le PTB. Les lecteurs sont invités à se rendre à la manifestation en groupe en apportant leurs revendications. Selon le tribunal, “la lecture de ce tract semble faire apparaître que ce parti entend revendiquer, à travers la marche du 20 octobre prochain, certains points précis et appelle toute personne concernée à venir apporter ses revendications”. Cela dénaturerait la manifestation. Or, presque toutes les forces politiques du

pays ont fait des déclarations proposant clairement une orientation pour la manifestation : le soutien aux institutions en place. Leur orientation est en contradiction flagrante avec beaucoup d'opinions et revendications exprimées par le mouvement, très critique envers les institutions. Le jugement interdit donc au PTB d'exprimer les raisons pour lesquelles il appelle ses membres et sympathisants à participer à cette marche. Exposer son point de vue constitue, prétend le tribunal, une tentative de transformer la manifestation en «un rendez-vous destiné à per-

mettre aux participants de venir exprimer des idées et revendications (...) et/ou à soutenir l'action du PTB.» Violation très grave de la liberté d'expression. Précédent très dangereux interdisant à un parti politique de formuler son point de vue et ses propositions sur l'orientation d'un mouvement social. C'est aussi une violation du droit à manifester. Tous les partis politiques ont appelé leurs membres et sympathisants à manifester. Le PTB est le seul parti à qui c'est interdit. L'ordonnance dit que l'appel du PTB porte atteinte à la vie privée des

familles. Les parents ont eux-mêmes souhaité le débat qui traverse actuellement la société et dont la manifestation n'est qu'une expression. Il n'est pas raisonnable d'affirmer qu'organiser une grande manifestation appartient à la vie privée. Le tribunal n'a même pas consacré une ligne à l'argumentation du PTB sur la liberté d'expression. En instaurant une discrimination entre le PTB et les autres forces politiques, le tribunal a de toute évidence porté atteinte à la liberté de manifester et d'association. L'article 11 de la Constitution garantit la jouissance sans discriminations des

droits et libertés reconnus aux Belges et prévoit une protection particulière pour les minorités idéologiques. Ce jugement est basé sur la ligne de certains politiciens bourgeois. Thielemans, bourgmestre de Bruxelles faisant fonction, déclare à la presse que sa police empêchera la “récupération politique”. Il arroge ainsi le droit aux policiers dans la rue de décider arbitrairement quelles opinions et quelles formes d'expression doivent être considérées comme “de la récupération”. Ceci vide de tout contenu la liberté d'expression et les autres libertés constitutionnelles.

# La face cachée de la gendarmerie

## Un exercice pour museler la population

Ce dimanche et la semaine passée, la gendarmerie a joué un rôle essentiel dans la gigantesque opération de sauvetage du régime face à la situation explosive après l'arrêt Connerotte. La colère de la population menaçait les institutions fondamentales de l'Etat capitaliste : la Justice, le pouvoir politique et la gendarmerie. Voici le scénario.

• **Première phase : la préparation psychologique.** Mettez sous pression les dirigeants d'un mouvement de masse (les parents). Envoyez-leur vos psychologues de la gendarmerie. Dites-leur que le PTB fait une agitation permanente contre la gendarmerie. Expliquez-leur que ces critiques découragent les gendarmes-enquêteurs sur le terrain à Neufchâteau. Envoyez en permanence des fax aux parents avec des tracts du PTB. Soulignez sur les tracts l'appel à la marche. Suggérez que le PTB veut récupérer politiquement leur mouvement. Envoyez-leur votre ministre. Faites-lui dire que vous avez des "informations sûres" selon lesquelles le PTB veut provoquer des incidents à leur manifestation. Insinuez qu'ils seront tenus pour responsables de débordements éventuels. Utilisez votre influence dans la presse pour impliquer le PTB dans tous les incidents au cours de la semaine.

• **Deuxième phase : juridique.** Après cette préparation psychologique, poussez les organisateurs à attaquer en justice le PTB. Essayez d'obtenir qu'il ne puisse plus critiquer la gendarmerie. Essayez de lui interdire de donner son opinion sur le mouvement tout court. Même si le jugement n'interdit au PTB que la diffusion des appels à la marche, profitez-en quand même pour

empêcher toute diffusion de tracts du PTB le jour de la marche. Dites alors que c'est la volonté des parents.

• **Troisième phase: Action sur le terrain.** Convoquez toutes vos troupes. Infiltez la marche avec des centaines de gendarmes en civil et vos Pelotons d'arrestation (POSA). Provoquez des incidents contre les membres du PTB qui essaient de faire connaître le point de vue de leur parti. Appelez vos collègues pour les faire embarquer. Puisque vous n'avez aucune base juridique, dites que vous agissez au nom des parents.

• **Quatrième phase: à nouveau guerre psychologique.** Expliquez à la presse que vous avez du protéger des membres du PTB contre la colère spontanée des manifestants. Dites aux journalistes que le PTB a détourné la marche vers le Palais de Justice pour y provoquer des incidents, même s'il n'y a aucun membre du PTB du côté de la place Poelaert.

### Atteinte sans précédent à la liberté d'expression

La gendarmerie a organisé de façon scientifique une atteinte sans précédent à la liberté d'expression. L'opération "muselez le PTB" de dimanche montre que la gendarmerie est l'instrument central pour la défense du pouvoir du grand capital. Elle montre aussi que les droits démocratiques ne pèsent pas lourd quand cet Etat prétendu démocratique est menacé. Le PTB appelle à ne pas laisser passer cette grave attaque. Il intentera un procès et appelle à une large réaction démocratique.



## La gendarmerie et les enfants

### Fracture du crâne pour Mathieu

Au sortir de son lit, Mathieu (16 ans) est embarqué par plusieurs gendarmes. Ils l'accusent de vol. Sans mandat, ils perquisitionnent et trouvent dans sa chambre des "objets de délit" : un tournevis - "que j'utilisais pour ma mobilette" - et deux canifs.

**Mathieu :** «Ils m'ont emmené à la brigade de Soignies. Ils voulaient me forcer à parler, mais je n'avais rien à dire. Ils ont dit qu'un copain m'accusait d'avoir commis un vol avec lui, que je n'avais qu'à avouer. Mais je n'avais rien fait. Celui qui tapait à la machine m'a frappé à la tête. J'étais complètement sonné. Il m'a dit que je recevrais un coup toutes les deux minutes jusqu'à ce que j'ai quelque chose à dire. Il a

demandé à son collègue de chronométrer. Il me frappait sur le côté de la figure et le dessus de la tête.

Je n'en pouvais plus, j'ai signé la liste de vols. Ils avaient dit que si je ne signais pas, je serais envoyé dans une maison de correction, où "je me ferais enculer par un Arabe". Celui qui frappait a même déposé son revolver sur la table devant moi pour me provoquer.»

### «Tu recevras un coup toutes les deux minutes»

**Marcelle Ooms, la maman de Mathieu :** Deux gendarmes reviennent vers 15h avec mon fils. Ils lisent la liste des vols. Les gendarmes veulent me faire signer. Je le fais puisqu'il a signé. En sortant, un gendarme me dit : "J'ai flanqué une claquette sur la gueule de votre fils. Vous devriez le faire plus

souvent". Ensuite, Mathieu me raconte tout. Je retourne à la brigade de Soignies porter plainte. Le chef de brigade refuse de me recevoir. Mathieu a terriblement mal à la tête. Diagnostic à l'hôpital : fracture du crâne. Il devra y rester huit jours.

Quelques jours plus tard, un homme se présente comme étant le chef de brigade. Il admet : "Cela s'est passé dans ma brigade, c'est un de mes hommes..." Si seulement j'avais eu un témoin ! Un ancien gendarme me conseille alors de ne plus avoir le moindre contact avec eux et de prendre un avocat. Je le fais. Il introduit une plainte et me donne la consigne de ne plus répondre, ne rien signer et de demander à tout le monde de s'adresser à lui.

La gendarmerie est revenue plusieurs fois, enquêter sur ma vie privée, mes revenus. Je ne possède rien, je suis

plongée dans les dettes ! Nous sommes passés devant le juge des enfants. Il m'a dit que je maternais trop mes cinq enfants. Il m'a aussi demandé ce qu'ils représentaient pour moi. Il en a de ces questions ! Mon mari est décédé voici un mois et les enfants sont tout ce qui me reste !

### Jeunes matraqués

Jeudi après-midi, à Genk, ils étaient 500 jeunes à bloquer un carrefour après la manifestation. Parmi eux, **Umit** : «Nous étions tranquillement assis sur la rue. La gendarmerie est devenue agressive : plusieurs jeunes entraînés sans ménagement. A coups de matraque, ils m'ont frappé la tête et le dos et entraîné au sol sur des dizaines de mètres. Passage à l'hôpital, forte commotion, des côtes et les épaules



froissées... Mon copain Timmy a eu le bras retourné. La gendarmerie se moquait : "Vous ne savez même pas pourquoi vous manifestez". Mais si, nous le savons très bien. On ne peut admettre que des enfants soient enlevés, assassinés et qu'on veuille tout faire passer aux oubliettes. Tous les jeunes manifestants veulent que les vrais coupables soient arrêtés. La gendarmerie a osé me dire : "Va réclamer dans ton pays !" J'ai répondu que

dans mon pays, je ne peux même pas exister, car je suis Kurde !

**La maman d'Umit :** Nous déposons plainte. C'est inadmissible de tabasser des jeunes manifestant pour la justice et un monde meilleur. La gendarmerie ferait mieux de faire son travail. Pour rechercher les enfants disparus, elle n'avait pas le temps. Mais elle a le temps de tabasser des jeunes, de faire des razzias chez les Kurdes. J'ai peur pour



## Arrêté pour avoir distribué un dossier de presse ! La gendarmerie a recouru à des provocateurs

**Kris Merckx, porte-parole du PTB, a aussi été arrêté par la gendarmerie ...**

Le PTB avait invité la presse à 12 h pour l'informer du procès en référé contre le PTB et protester contre la censure politique du bourgmestre de Bruxelles. Aucun journaliste n'était présent. Les organisateurs décident de remettre le dossier de presse aux journalistes présents dans la manif. Avec la foule, il est difficile de les atteindre. Kris Merckx se rend alors avec deux camarades à la résidence où Dehaene reçoit les parents et où attendent de nombreux journalistes. Un sous-officier de la gendarmerie l'autorise à leur donner le

dossier après le départ des parents. Mais alors que les journalistes sont encore en train d'interviewer Dehaene, la gendarmerie arrête les militants. Ils les conduisent à la caserne derrière le parlement.

Quinze militants du PTB s'y retrouveront enfermés. Certains doivent attendre plus d'une heure, menottés. On oblige les femmes à enlever leur soutien-gorge. Arrivent trois jeunes ouvriers de Gand, inculpés de jet d'oeufs au palais de Justice. Ils devront comparaître devant le juge d'instruction. Manifestement une vaste opération anti-PTB avait été préparé.

Kris Merckx remarque sur

l'écran de l'ordinateur du gendarme que deux catégories étaient préprogrammées pour les procès-verbaux : "Catégorie 1 : Autres que Parti du Travail" et "Catégorie 2, Parti du Travail". Les numéros des menottes aussi étaient distincts : 1 à 200 pour le PTB, à partir de 200 pour les autres. La gendarmerie s'était aussi préparée à utiliser au maximum l'ordonnance en référé contre le PTB (p.5). Un officier ordonne : «Il faut saisir et compter chaque tract; ils devront payer 50.000 francs par tract!» La plupart des tract et dossiers de presse sont saisis.

Trois camarades révèlent qu'ils ont été provoqués par

le même individu habillé en blanc. Il s'est rué sur chacun d'eux, arrachant leurs tracts en criant. Cette provocation et son relais dans la presse était soigneusement préparée. Directement après, à 17h, la BRT annonce que «la gendarmerie a arrêté 15 militants du PTB parce que de nombreux manifestants réagissaient avec hostilité.» Nous avons vérifié. Le nombre de réactions hostiles était très limité et venait — comme le prouve cet exemple — d'agents en civil envoyés dans la foule pour essayer d'exciter les gens contre le PTB et de provoquer des arrestations.

Les militants ont été relâchés vers 22h30.

l'avenir de mes enfants. Pas seulement qu'ils ne trouvent pas de travail mais qu'ils ne soient plus en sécurité. Tout le monde doit descendre en rue pour protester."

### Le flic : «Tu n'as aucun droit !»

**Koen** : «Vendredi passé, au Palais de Justice d'Anvers, je protestais, au premier rang, dans le calme. Derrière moi, on a jeté des oeufs et des marrons. La police a chargé violemment. J'ai été empoigné et traîné jusqu'à une voiture de police. A cinq mètres, un jeune a été tabassé. "Ma voiture est sale", disait le flic, en me poussant contre le combi barbouillé d'oeufs. Avec un large sourire, il a regardé mes vêtements souillés. Fouillé sans ménagement. Menottes de plastique, embarquement au bureau de police. Ils ont dû m'enlever

d'urgence les menottes avec une pince, car mon pouce devenait bleu. Mes poignets saignaient. Vous pouvez voir les marques. Ils nous ont enfermés à vingt dans une cellule de sept mètres sur deux.

Après quelque temps, nous avons été emmenés au bureau de police d'Anvers Luchtbal. Finalement, nous étions septante.

Les premières quatorze heures, nous n'avons rien reçu à manger. "Vous êtes privés de vos droits!" C'était la réponse qu'on nous faisait lorsque nous demandions pour boire ou téléphoner. Seulement après 16 heures, j'ai appris qu'ils m'accusaient d'avoir jeté des pierres. Mensonge manifeste. A quatre heures du matin, nous avons été emmenés au bureau de police d'Oudaan. Empreintes et photos.

A 8 heures, nous avons comparu devant le juge de la jeunesse. Il a regardé en

vitesse mon dossier. "Avec de tels faits, je ne peux rien faire contre vous. Il y a trop peu."

J'ai pu partir. Je suis donc resté 24 heures en cellule pour m'entendre dire que je n'avais rien fait. Ainsi, on tente d'intimider les jeunes trop critiques.»

### «Le Procureur ne fera rien !»

**Nathalie**, jeune étudiante, manifestait à Anvers jeudi dernier : «Arrivés au palais de Justice, les gendarmes de la BSR ont couru vers nous et nous ont poussés vers la police. Celle-ci a chargé au même moment.

J'ai été frappée à la tête de plusieurs coups de matraque. Je me suis retrouvée dans une ambulance avec une fille dont le genou était gonflé.

Une autre ne pouvait plus bouger l'épaule, son pied était cassé. Un garçon avait

l'épaule fracturée.»

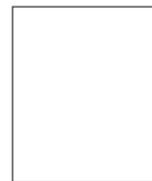
**La maman de Nathalie** : «J'ai téléphoné à la police. J'ai demandé qui paierait les frais d'hôpital de ma fille. Le flic a répondu : «Déposez seulement plainte... le procureur ne fera rien : c'est son palais de Justice !»

### 13 ans : revolver sur la tempe !

**Carol, étudiante anversoise** : «J'ai vu les BSR qui chassaient des jeunes de 13, 14 ans. Pour leur faire peur, ils plaçaient leur revolver sur leur tempe en riant. Un écolier de Sint-Maria : «Ils ne font pas de distinction. Même les plus jeunes sont frappés. Ils n'ont pas voulu rechercher les enfants kidnappés, mais nous frapper sur la tête, ça oui !»

Vu le climat de répression, nous avons décidé de ne pas publier la photo des personnes critiquant la gendarmerie...

### Les chefs ont saboté l'enquête



**Luk, 35 ans, employé** : «Ca ne m'étonne pas que la gendarmerie ait retenu des informations. Les fautes ne sont pas à chercher à la base. Ce sont clairement les chefs, déjà impliqués dans plusieurs affaires criminelles, qui ont saboté l'enquête.»

### Clients de Dutroux protégés



**Hugo (17), étudiant** : «Les informations bloquées par la gendarmerie concernent des gens assez riches pour acheter les vidéos de Dutroux. Les simples travailleurs n'ont pas ces moyens. Les riches font pression sur les gendarmes pour saboter l'enquête.»

### Jamais là où il faudrait



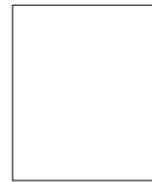
**Lieve, 21 ans, étudiante** : «Là où la gendarmerie devrait être, elle n'est pas. Et là où elle ne devrait pas être, on la trouve. Peut-être qu'il font bien leur travail mais n'ont pas assez de moyens... Mais alors, le budget de 27 milliards de la gendarmerie, à quoi est-il dépensé ? Je connais un jeune qui s'est

fait arrêter pour usage de marijuana. Mais quand des enfants sont enlevés, la gendarmerie ne fait rien.»

### Dossiers cachés

**Serge, 50 ans, professeur** : «Les chefs bloquent nombre de dossiers depuis des semaines. Comment cela se fait-il qu'ils ne soient pas rendus publics ? Toute la magistrature est nommée sur base politique. Une raison de plus de ne rien attendre de bon.»

### La garde des riches



**Jan, 36 ans, ouvrier** : «La gendarmerie a caché certaines informations car elle veut être un Etat dans l'Etat, évincer les autres services de police. A la demande de la classe des riches, avec laquelle elle entretient des contacts étroits. Elle est la garde personnelle des riches. Voilà

pourquoi elle est de plus en plus infiltrée par l'extrême droite.»

### Si vous êtes milliardaire...



**Martine, 34 ans, secrétaire** : «Je suis ici pour mes deux petits garçons. On en a marre que les victimes payent. Si la gendarmerie n'a pas transmis les informations en sa possession, c'est qu'il y a des protégés : Dutroux, mais aussi ses clients. Ce sont toujours les petits qui sont victimes. Lors de l'enlèvement du fils de De Clerck, l'enquête a été très vite.»

### Les gros ne vont pas au trou



**Martin, employé (47 ans)** : «L'affaire n'a pas éclaté car il s'agit de grosses pointures. Les petites gens vont vite au trou. Mais VDB, ce gros fraudeur, y a échappé. La KB aussi est intouchable. Peut-être la gendarmerie protégeait-elle des gens de chez eux ? »

# C'est tout ce système qu'il faut changer !



«Que pensez-vous de la société dans laquelle nous vivons ?», ont demandé les reporters de Solidaire

aux manifestants. Jo Cottenier du PTB, nous donne ses impressions sur ce thème.

«Ce mouvement concentre toute la haine que les simples gens ont accumulée les dernières années. Cette haine s'exprime

## «Le socialisme est la véritable réponse»

dans les objectifs politiques précis contre la justice de classe, les manipulations des enquêtes, le sabotage de la gendarmerie. Les gens signalent que c'est un problème de société. Il est perçu diversement. Mais beaucoup relèvent que tout est lié par "le pouvoir de l'argent". C'est le sentiment plus ou moins vague que toute la pourriture de la Justice, des partis politiques bourgeois, de l'appareil de répression est lié au capitalisme comme système. La volonté de changer le système débouche sur des propositions les plus diverses, mais la conscience se développe que notre "démocratie" et les instances du pouvoir ne sont pas neutres. Beaucoup établissent un lien entre l'économique et le social. C'est aussi un signe de ras-le-bol général. Ils abordent à la fois le

chômage, les mesures contre la Sécurité sociale, la drogue, la corruption pour aboutir à Dutroux-Nihoul. Ou l'inverse. Ils disent : "le système est pourri", "tout fonctionne pour le fric". Dans tous les domaines — politique gouvernementale, compétitivité, affaires politiques — on constate que nous vivons dans une société de classe : une classe a le pouvoir et l'argent, l'autre est opprimée et exploitée. Il faut ancrer cette conscience chez les gens, que tous les méfaits politiques et économiques sont liés à ce système.

Quand on dit que le système est pourri, il faut proposer une alternative qui touche à la racine du mal. Le socialisme est la seule véritable réponse à tous les méfaits du capitalisme : la base de cette société ne sera plus la course au profit d'une minorité de

possédants, mais la suppression de l'exploitation des travailleurs. Les régimes socialistes à l'Est ont fait faillite non par rigueur communiste, mais par dégénérescence lente et par infiltration de méthodes capitalistes. Si on veut trouver une issue réelle à la crise capitaliste, avec sa traînée de chômage, de pourrissement politique, de danger de guerre et de fascisme, il faut en revenir aux idéaux originaux du socialisme. Beaucoup de gens découvrent dans ce mouvement que l'Etat bourgeois sert à protéger les riches. On ne peut construire une société alternative sans démanteler l'Etat bourgeois et son noyau armé, la gendarmerie. La véritable démocratie pour les travailleurs ne peut se concevoir que dans le cadre d'un nouvel Etat, construit et contrôlé par la classe ouvrière.»

## Je suis enseignante : la rue, ça m'connait !



**Simone**, 43 ans, enseignante : «Toucher à des gosses, il n'y a rien de pire. c'est vraiment la facilité dans l'horreur. Je suis enseignante. J'ai participé à toutes les manif de l'année dernière. La rue, ça m'connait ! Mais on a beau dire, faire, hurler, on l'a dans l'os parce que ce qui a été décidé est sans appel. L'année dernière, les mesures attaquaient le secondaire. Aujourd'hui on est persuadé que ça va retomber

sur le primaire. Il y aura encore des pertes d'emploi, comme en gymnastique. Il faut préparer nos enfants à la société de demain. Il n'y a pas de solution pour gagner. On met la pression. Le gouvernement tombe. Le peuple vote. Puis on reprend les mêmes. A chaque fois c'est la même chanson. Regardez le PS, on connaît toutes les magouilles. Une fois, c'est un financement illégal... Les partis sont probablement coupables. C'est surtout valable pour les puissants et c'est ceux dont on parle le moins pour le moment.»



## Changer le système

**Eman**, infirmière bruxelloise et **Hind**, étudiante ont vingt ans : «Au sommet, on sait depuis longtemps qui sont les coupables. A notre niveau, nous ne le saurons jamais. On peut espérer... Nous pouvons changer les choses à condition de changer le système lui-même. Les gens en ont pris conscience. Avant, les partis politiques n'ont rien fait, donc ils ne doivent plus venir se montrer maintenant.

Nous en avons plus qu'assez de leur discours. Nous devons poursuivre le combat pour changer le système.»



## Manifestation politique

**Staf De Leger** est un pensionné d'Ostende. Sur sa casquette, il a attaché un carton "Etat et Justice — puanteur du capitalisme" : «C'est loin d'être ma première manifestation, mais aujourd'hui, je manifeste

plus que jamais contre la corruption de la Justice et contre la pourriture de tout le système capitaliste. Ce qui me fâche le plus maintenant, c'est cette armée d'hélicoptères qui tournent au dessus de nos têtes. Ils ne sont pas là pour nous protéger mais pour nous filmer, tout comme ils l'ont fait lors de la manifestation contre les missiles.

Je manifeste aussi contre les mesures du gouvernement. Il choisit encore la voie la plus facile pour atteindre la norme de Maastricht et entrer dans l'Union monétaire européenne en allant chercher l'argent chez ceux qui n'en n'ont presque pas. Naturellement, ils ne vont pas chez leurs amis, ceux qui sont vraiment riches, car ceux-ci sont aussi assis à la table où tout se décide.»



## Toute la société est en crise

**Yousef**, ouvrier, vient de Machelen. Il soutient la famille Ben Aïssa : «Toute la société est en crise. Il n'y a pas de travail pour les jeunes. Beaucoup de familles n'ont plus les moyens d'élever convenablement leurs enfants. Certains jeunes commencent alors à utiliser de la drogue.

La société ne peut pas donner de réponse à ces problèmes. Je pense qu'ils ont maintenant tout intérêt à

mener l'enquête jusqu'au bout. Sinon, ce ne sera plus aussi pacifique la prochaine fois.»



## Le travailleur toujours dupe

**Karel Thijs**, trente ans, ouvrier à la fabrique de plastique Wellen, accompagné de quatre collègues de travail : «Je manifeste aujourd'hui pour un avenir meilleur, plus sûr pour les enfants et pour une société moins agressive. En même

temps, je veux aussi exprimer ma colère contre le fait que le gouvernement veut à nouveau nous faire payer. Nous en avons vraiment marre de cette société : le travailleur y est toujours dupe. J'ai de plus en plus l'impression que la société est gouvernée par une poignée de gens comme Dutroux et Nihoul, plutôt que par le gouvernement. J'en ai marre que des ministres et autres personnages haut placés puissent cumuler autant qu'ils veulent, alors qu'un ouvrier dont la femme reçoit une allocation est taxé tellement lourdement que l'allocation y passe. Toute l'histoire de Dutroux a pour conséquence que, pour des milliers d'ouvriers, la coupe est pleine.»

# Marchandise fraîche de l'Est

Des trafiquants d'êtres humains ont déjà importé 50.000 femmes d'Europe de l'Est

Depuis le renversement du socialisme en Europe de l'Est et en Union soviétique, un âge d'or a commencé pour les trafiquants de femmes. Dans la seule République tchèque, 10.000 jeunes femmes disparaissent chaque année. Elles travaillent dans les bordels le long de la plus grande route de la prostitution que connaît l'Europe : l'E55 reliant Zinnwald et Teplice, à la frontière entre l'Allemagne et la Tchéquie.



Rien qu'en République tchèque, dix mille jeunes femmes disparaissent chaque année. On les retrouve sur la plus grande rue à bordels d'Europe, l'E55, entre Zinnwald et Teplice, à la frontière germano-tchèque. (photo Emma)

Les femmes entraînées dans les circuits de la prostitution sont contraintes par des proxénètes. En Europe de l'Est, la mafia combine plusieurs trafics : prostitution, voitures, cigarettes, armes... Plus le chantage et le meurtre sur commande. Beaucoup de ces femmes sont vendues à des bordels allemands. Souvent avec la complicité de la police et de la douane, en échange d'une somme adéquate. «La cruauté dans les bordels le long de la E55 est inimaginable», déclare Sylvia Urban de l'association "Travail de rue" de Dresde (Allemagne). Alors que les prostituées occidentales revendiquent de plus en plus leurs droits, «les clients occidentaux exigent ici les pratiques les plus cruelles. Une Allemande de l'Ouest n'accepterait jamais de se faire traiter de la sorte. Les proxénètes sont encore plus terribles. La violence et les déportations sont des pratiques tout à fait courantes.»

Sylvia Urban affirme que dans la seule ville tchèque de Dubi «cinq à six filles sont assassinées chaque année. Les rapports sexuels sans préservatif et les avortements pratiqués avec une fourchette sont monnaie courante. Beaucoup de filles ont subi cette terrible intervention à trois reprises ou davantage. Si elles contractent une maladie vénérienne, les proxénètes les bourrent

d'antibiotiques sans aucun discernement. Lorsqu'elles sont enceintes, on les livre à l'hôpital de Teplice au dernier moment. Les nourrissons finissent dans un refuge pour enfants. Près d'un nourrisson sur dix est atteint de syphilis ou de blennorrhagie.»

Le commerce des femmes et la prostitution sévissent aussi à la frontière entre l'Allemagne et la Pologne. Budapest et la région de la Mer Noire sont devenus de nouveaux centres du tourisme du sexe. A Moscou, 50.000 femmes font le trottoir, écrit l'hebdomadaire *Der Spiegel*. Par rapport à la population moscovite, cela représente le double du nombre des prostituées de Berlin.

### «On peut tout faire des filles, sauf les tuer»

Seul l'argent compte. Les jeunes femmes originaires de l'Europe de l'Est sont peu au

courant des désastres physiques et mentaux dus à la prostitution. Une enseignante qui a perdu son emploi et fait le trottoir place Pouchkine à Moscou, témoigne : «Lorsque tu aboutis ici, ils ne te laissent partir que lorsque tu es déjà bonne pour la poubelle.» Selon un trafiquant moscovite louant des femmes russes à des proxénètes allemands, «les contrats stipulent que le client peut tout faire des filles, sauf les tuer.»

Sur 200.000 prostituées exerçant en Allemagne occidentale, 50.000 viennent de l'Est. Beaucoup ont été kidnappées en rue ou attirées par de fausses promesses : jobs bien payés de femme de ménage, serveuse ou danseuse. Klaus Bayerl de la police criminelle de Bavière : «D'abord, on leur vole leur passeport. Ensuite, elles sont violées à plusieurs reprises.» C'est le "dressage", dans le jargon des proxénètes. Les filles ne restent pas longtemps au même

endroit. Elles sont transférées d'un club à l'autre, comme de la marchandise. Elles ne conservent presque rien de l'argent qu'elles gagnent.»

Les femmes étrangères travaillant dans l'Eros-center de Trèves devaient payer 5.000 francs par jour pour leur chambre. On leur retirait également 2.000 francs par jour pour les repas. On leur infligeait des amendes lorsqu'elles n'achetaient pas la nourriture, les boissons, les préservatifs ou les mouchoirs en papier dans la "cantine" ultra-couteuse. En outre, elles devaient payer une cotisation à leur proxénète Dieter B. pour la "protection" dont elles bénéficiaient. Celui-ci touchait ainsi 240.000 francs par mois. Cette forme moderne d'esclavage est à peine reconnue comme telle en Allemagne et échappe dès lors aux poursuites judiciaires.

Source : revue féministe allemande *Emma*, mars/avril 1995, pp. 54-57. Nos remerciements à la revue.

## Voilà des années qu'on ne nous écoute pas



**Simone Lioen**, 65 ans, indépendante brugeoise retraitée : «Voilà des années qu'on ne nous écoute pas et je n'attends pas de grands changements à l'avenir. De notre temps, la société était beaucoup plus belle et plus agréable; plus pauvre mais plus amicale et plus sociale. La norme de Maastricht a déjà coûté beaucoup d'argent, mais que nous apportera l'avenir ?»

## La marche... puis la révolution !

**André et Jeanine Duchâteau**, instituteurs, 55 ans, de Fossela-Ville : «C'est d'abord la marche. Mais ce n'est qu'une mise en garde. Puis ce sera la révolution : il faut changer le système. Par exemple, la désignation des magistrats. Officiellement, il n'y a pas de lien entre la Justice et les politiciens, mais dans les faits, chaque juge a dû aller coller les affiches d'un parti pour être nommé. Il y a eu toutes les autres affaires. Les paras tués au Rwanda, par exemple : il n'ont eu droit qu'à un avorton de commission.»



## Contre les magouilles d'en haut !

**Un petit groupe d'amis de Waregem**, dont deux ménagères, une enseignante, une pensionnée et deux ouvriers du textile : «Les réactions des ouvriers qui ont brièvement fait grève, ça c'est bien. Il est vrai que ce sont toujours les petits qui doivent cracher. Et le milliard que Beaulieu doit encore payer, ça, c'est un scandale.»

## Ce système doit changer !

**Luc**, 37 ans, indépendant d'Alost : «Tout le système doit changer, depuis la base. En Belgique, on ne peut plus devenir ministre en étant gentil. Il faut faire du lobbying, jouer des coudes, faire des faveurs,... c'est comme ça qu'on arrive. Pendre Dutroux, ça ne résoudra rien. Le système changer sur le plan politique. La séparation des pouvoirs, ce n'est pas une réalité en Belgique. Le Parlement n'a plus beaucoup à dire. Voyez les pleins pouvoirs...»

## Société technocratique

**Paul**, 71 ans, enseignant pensionné de Hoboken : «Notre société est beaucoup trop technocratique. Seul compte le principe du profit, l'homme ne compte plus.»

## Maastricht : dégâts sociaux

**Un éducateur** de Mariakerke : «Il faudrait beaucoup améliorer la société. La norme de Maastricht a surtout occasionné des dégâts sur le plan social. Dehaene rétrécit petit à petit le "pot" prévu pour le social. Il l'a déjà réduit de

beaucoup, quand on compare, par exemple, à sept ans auparavant.»

## Système foutu

**Un groupe de jeunes** du centre 't Uilekot à Herzele : «Le système capitaliste, c'est foutu, c'est scandaleux. Nous avons assez donné. Ils feraient mieux de tenir compte de la jeunesse, mais le gouvernement s'en fiche. Il faut mettre en place la commission d'enquête, mais sous le contrôle de la Ligue des Droits de l'homme, par exemple. La Justice corrompue, ce n'est qu'une composante de tout le système capitaliste.»

## Je ne peux plus leur faire confiance

**Richard**, 70 ans, est venu d'Alost avec sa famille. «Je ne crois vraiment pas qu'ils vont publier les noms. Ils sont trop puissants pour ça, ceux qui peuvent dépenser 500.000 F pour une cassette. Ce n'est pas l'homme de la rue, hein. Les partis politiques sont hypocrites. Pendant des années ils n'ont rien fait contre le problème de ces réseaux de pédophilie, et maintenant, ils disent qu'ils vont tout faire ! Je ne peux plus leur faire confiance.»

## L'argent tout puissant

**Steven**, 21 ans, **Peter** 23 ans, **Bart**, 19 ans, **Peter**, 14 ans en **Jelle**, 13 ans viennent de Heule. Ils sont membres du "Chiro" (patros). «On ne croit plus dans le fonctionnement de la Justice, dans les politiciens.... Si vous avez de l'argent dans cette société, vous pouvez tout faire.»

# Leurs suggestions pour gagner...

## Et maintenant ?

**Herwig Lerouge, responsable national du PTB : «On a besoin d'un programme démocratique radical.»**

**Quelles perspectives voyez-vous après cette marche ?**

**Herwig Lerouge.** La grande majorité des manifestants veut un programme clair et une perspective de lutte. «Après cette manifesta-

tion, il faudrait une grande manifestation politique. Avec un programme clair". "Il faut révéler les noms." «Les milieux policiers veulent tout étouffer. Nous devons à tout prix les empêcher.» «Dehaene veut que ça se termine alors que ce ne devrait être qu'un début.»

Des illusions existent aussi. «C'est peut-être bon que le roi s'en occupe» ou «J'espère que cette Justice va être réorganisée.»

La volonté de lutte est grande, mais le plus

grand problème aujourd'hui est d'avoir un programme qui va au fond des choses. D'autant plus que Dehaene vient d'annoncer son programme pour enterrer petit à petit l'affaire.

**Il y a tout de même de bonnes choses dans ce qu'il propose.**

**Herwig Lerouge.** Son programme est celui de l'Opération Oubliettes. Evidemment, l'accès pour les victimes au dossier, c'est

bien, mais il n'y a rien de précis. Les parents seront associés à la commission d'enquête parlementaire sur l'enquête. Mais on sait déjà aujourd'hui que rien de sérieux ne peut sortir de cette commission. La plupart des parlementaires sont pieds et poings liés au capital, à l'appareil judiciaire et à la gendarmerie. L'enquête sur les tueurs du Brabant wallon n'a rien révélé du tout. Elle n'a servi qu'à renforcer la gendarmerie, bien que selon plusieurs experts, celle-ci était →



## Trouver les formes d'une résistance permanente



**Lisette et Jan, deux Limbourgeois, elle assistante sociale, lui, prof (38 ans) :** «La manifestation d'aujourd'hui, c'est bien, mais ce n'est pas assez.

Nous devons trouver les formes d'une résistance permanente, bien que je ne voie

pas exactement lesquelles. Former des comités, des commissions d'enquête avec les parents et autres concernés, organiser des actions, répandre des pétitions, provoquer des élections... Tout ce qui peut contribuer à maintenir la

résistance vivante, c'est important. Si nous n'y parvenons pas, les réseaux criminels vont sans doute se tenir tranquilles un certain temps, attendre que la tempête passe, mais après on aura une nouvelle affaire Dutroux, c'est garanti !»

## Les gens demandent de l'information



**Julie (18 ans), étudiante vétérinaire vient d'Uccle :**

«Avec cette masse de gens dans la rue, "ils" devront faire quelque chose. Mais cela peut durer longtemps. Il faudra beaucoup de pression populaire avant qu'ils donnent les noms du réseau. Nous devons surtout continuer à en parler, diffuser de l'information. Les gens demandent de l'information. Ils sont devenus plus conscients et ils parlent davantage. Nous devons continuer à organiser la solidarité.»



## Les enfants et le salaire, c'est la même lutte



**Mchicho Bourhidane, 49 ans, Bruxelles, conducteur de tram à la STIB.**

«Aujourd'hui, je suis là pour la lutte en faveur des enfants. La lutte pour le salaire, c'est le syndicat qui s'en occupe. Mais lorsqu'on se bat pour le salaire, c'est aussi pour les enfants. Car le

salaire qu'on gagne est pour les enfants. Nous ne sommes qu'intermédiaire. En fait, les enfants et le salaire, c'est la même lutte.»



## Que les gens soient bien informés



**Steven (21), Peter (23), Bart (19), Peter (14) et Jelle (13), sont animateurs des patros.**

«Nous devons garder l'affaire vivante par les médias et par les parents. C'est peut-être bien que le roi s'en occupe.»

«Des actions concrètes peuvent être bonnes, mais il faut que les gens soient bien

informés, sachent ce qu'ils font. Une marche silencieuse, c'est ce qui fait le plus d'impression. La violence, ça ne va pas, je ne suis pas pour les grèves, un arrêt de travail, ça c'est bien.»

«La proposition d'une commission d'enquête publique, non parlementaire, oui, ça peut être bien, mais il faut garder le contrôle.»



→ mêlée aux attentats de la bande. Les parents pourraient mettre sur pied leur propre commission d'enquête avec des juristes et des progressistes indépendants. Dehaene affirme bien entendu que l'enquête ira jusqu'au bout. Que voulez-vous qu'il dise d'autre après une telle manif ? Cela fait deux mois qu'il le répète. Depuis, on n'a rien appris. Aujourd'hui, on laisse tomber la plupart des charges contre Nihoul. Regardez comment son gouvernement a traité le meurtre des paras belges au Rwanda. Les parents des paras ont été mis sur le côté. On s'est attaqué au colonel Marchal, un lampiste. Dehaene et ses partenaires socialistes et démocrates chrétiens ont refusé d'aller chercher plus haut, chez les vrais protecteurs des génocidaires rwandais : Claes, Delcroix, le roi Baudouin, la hiérarchie de l'Église catholique. Voilà un bon exemple

d'Opération Oubliettes. Pourquoi serait-ce différent pour les enlèvements d'enfants ? Sauf si la mobilisation persiste et se donne un programme démocratique radical.

**C'est à dire ?**

**Herwig Lerouge.** Il faut maintenir le cap de la semaine passée. Nous voulons des noms : la liste des clients des réseaux de prostitution infantile et leurs protecteurs hauts placés. Il faut une enquête publique sur l'enquête menée par une commission indépendante. Il faut démocratiser la Justice et les forces de police : démantèlement de la gendarmerie et répartition de ses tâches sur les autres forces de police, élection des juges. Il faut rouvrir le dossier de la bande du Brabant wallon qui a coûté la vie à 28 personnes et dont on n'a pas encore trouvé le premier responsable. Si le mouvement se bat pour ces revendications, il n'y a pas de danger qu'il soit récupéré.



**Il nous faut des masses de gens et de la persévérance**

**Bricq De Bois,** 34 ans, Anversois, indépendant et homme de théâtre : «Ce dont nous avons besoin, c'est des masses de gens et de la persévérance. Le système est foutu, rigide et super organisé. Si nous nous limitons à cette manifestation, alors nous nous ferons mettre au placard, inévitablement. Le grand danger, d'ailleurs, c'est que tout ceci retombe après un certain temps. C'est pourquoi les chiens doivent continuer à aboyer.»

**Un programme clair, svp**

**Staf De Leger et Kris Vanhove,** pensionnés ostendais. Staf a placé un carton sur sa casquette : "Etat et justice - la puanteur du capitalisme". «Pourquoi ? Après cette manifestation, il faudrait une grande manifestation politique. Avec un programme clair.»

**Prêt à une action "plus radicale"**

**Eric,** 24 ans, éducateur : «Si on maintient une pression suffisamment forte, elle pourra aller jusqu'au bout. L'action d'aujourd'hui se déroule dans le calme et la sérénité conformément au souhait des parents. Mais, si l'on en vient à une action plus radicale, comme l'invasion du palais, je suis prêt.»

**Que faire d'autre ?**

**Nathalie (20), Thea (17), Annelies (17),** étudiantes de Welle, membres des patros : «La manifestation d'aujourd'hui est une bonne preuve qu'on veut une solution. Chacun doit tenir bon ! Il faut révéler les noms ! Bien sûr, les grèves ne peuvent durer toujours, car les gens doivent gagner leur croûte, et nous devons aller à l'école. Mais nous n'avons pas d'idée sur ce qu'il faut faire d'autre.»

**Laisser les gens décider...**

**Trois indépendants gantois et un chômeur :** «Nous devons continuer, ne pas attendre inactifs. Tout doit changer. Nous devrions laisser les gens décider comment l'enquête doit se dérouler. La proposition d'une commission publique, je suis pour. Il faut espérer que tout ceci ne devra plus se reproduire. Si on reste assis sur sa chaise, ils font ce qu'ils veulent.»

**Notre première manifestation**

**Edmond** travaille à la SNCB à Anvers : «Nous devons continuer les actions et faire entendre notre voix. Peut-être manifester de façon sereine. Une grève courte, c'est positif. Le vandalisme, je désapprouve. Ceci est la première manifestation pour ma fille aînée et moi. Je suis d'accord avec cette proposition de commission d'enquête publique.»

**Si on ne se bat pas, on est foutus...**

**Benny (18 ans)** termine ses études secondaires à Bruxelles : «Non, la manifestation ne changera rien, pourtant, nous devons quand même manifester. Si tu te bats, tu perds peut-être. Mais si tu ne bats pas, tu es certainement foutu.»

**Ce n'est qu'un début...**

**Manuel Sanchez,** 33 ans, chauffeur de poids lourds venu d'Enghien : «Cela fait 20 ans que je ne suis plus descendu dans la rue. La dernière fois, c'était à l'école. Nous manifestations pour les 38 heures. Le père Marchal a révélé avoir reçu un coup de fil de Dehaene disant qu'aujourd'hui c'était la fin... Dehaene veut que ça se termine alors que ce ne devrait être qu'un début !»

**J'espère que la Justice va être réorganisée**

**Gérard,** employé, Ostende : «Les opinions sont partagées à propos de cette marche, j'espère que la Justice va être réorganisée, que la politique et la Justice cesseront de s'interpénétrer. Il faut que la magistrature devienne transparente. Aucun citoyen n'en sait rien, ce n'est pas normal. Actuellement, ça se passe de père en fils, avec des nominations politiques. C'est un marécage puant. Une commission extraparlamentaire d'enquête, oui c'est une bonne idée, c'est la seule façon d'aboutir à des résultats.»

**Les élèves devraient former des comités de lutte !**

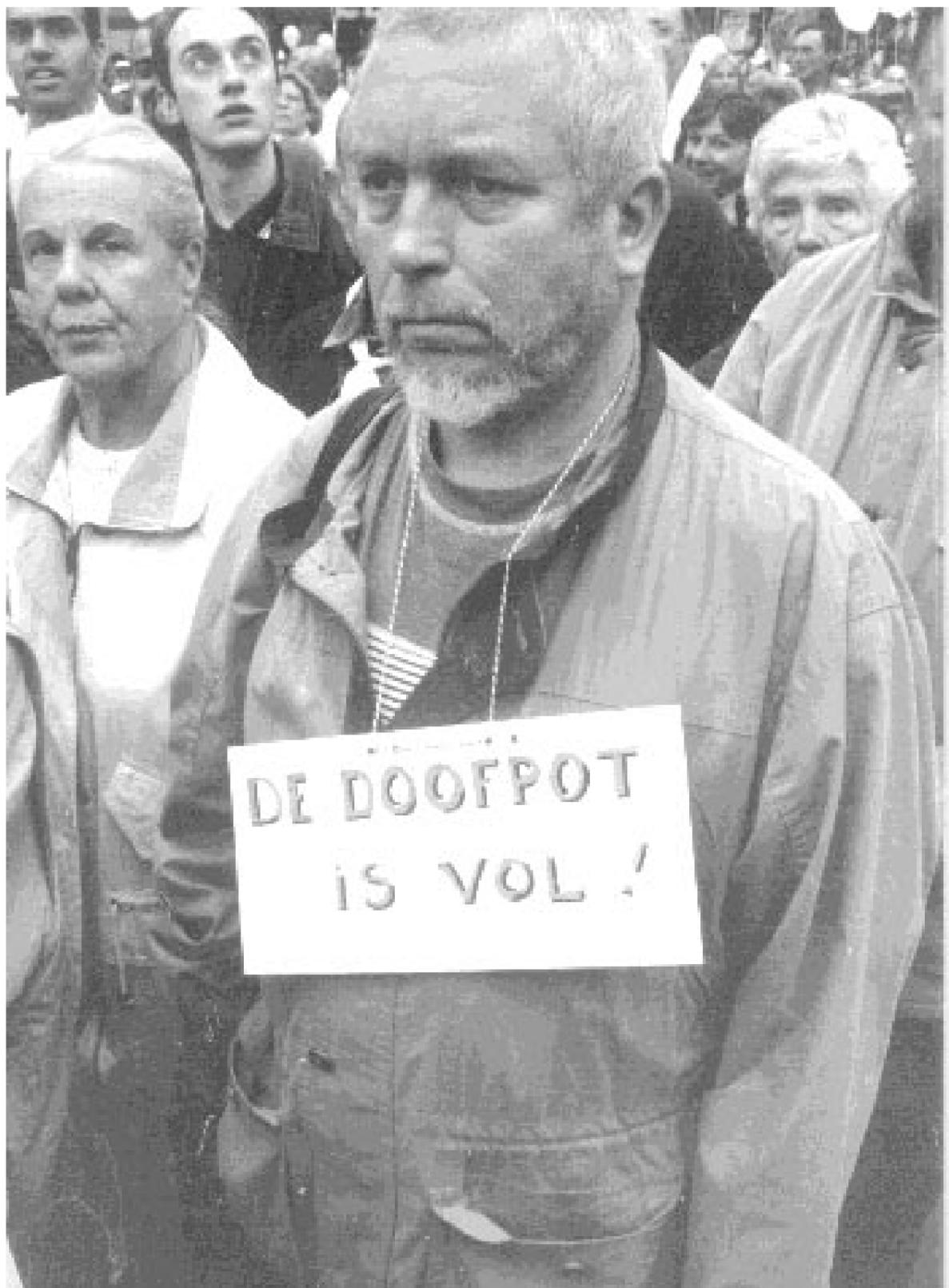


**Paul, (51), enseignant an-versois.**

«C'est absolument nécessaire, un large mouvement populaire comme celui-ci. Ca ne peut pas continuer ! Les milieux de la police et de la gendarmerie veulent tout étouffer, tout envoyer aux oubliettes. Nous devons à tout prix l'empêcher. Ce n'est possible que par des

mouvements de masse. Je lutte avec les élèves. Ils sont bien plus combatifs que cette manifestation. C'est dommage qu'on ne puisse lancer des mots d'ordre. Je respecte la volonté de silence des parents, mais il faut bien davantage que ceci. Il est essentiel que les écoliers continuent leurs actions. Ils sont le groupe

qui peut faire avancer l'affaire. Seulement, jusqu'à présent, ils n'ont pas d'organisation. On dit beaucoup de mal des élèves. Moi aussi parfois. Mais ce qu'ils font à présent, c'est fantastique. Donc, je leur dis : "Faites-en plus ! Organisez-vous, informez-vous ! Formez des comités de lutte !»



Les oubliettes sont pleines !

# «Si rien ne change, on recommence les actions»

Les sidérurgistes, fer de lance du mouvement dans le Hainaut

**Les travailleurs de l'acier sont outrés de la décision de Justice de dessaisir le juge Connerotte. Cette fois, c'en est trop. Ils ont perdu plus de la moitié des emplois depuis 1980. Tout est fait en faveur des riches.**

Michel Mommerency

Les travailleurs de Marcinelle et de Cockerill Sambre à Couillet débraient les premiers. Ils se dirigent vers le palais de Justice de Charleroi pour, ensuite, rendre hommage aux fillettes disparues devant la maison de Dutroux à Marcinelle. Les trois pauses de Carlam occupent la gare de Châtelaineau et le rond-point près de Cora.

Les pompiers, le personnel de la ville, l'école "La Samaritaine" ainsi que des ouvriers de Glaverbel, de Sabca, du Ruau et de la Câblerie de Charleroi protestent eux aussi. Plus de 300 ouvriers de

Fafer prennent à leur tour le chemin du palais de Justice : «Ce sont les hautes sphères du gouvernement et des riches qui bloquent l'enquête. Nous devons nous donner la main, les ouvriers de tous les pays, pour faire respecter nos droits».

## Le grand bal des oiseaux noirs et rouges

Emmanuel Chemello (CSC) déclare : «Nous avons dit au juge Lacroix que les lois ne sont pas immuables. La logique budgétaire domine partout. Nous sommes

persuadés de ne pas agir pour rien. Le premier qui se lève entraîne les autres». Alain Divok (FGTB) a comparé la justice à un grand bal d'oiseaux rouges et noirs, où le citoyen n'est jamais invité. «Tout doit devenir transparent, dit-il. A l'avenir, les gens vont tenir la justice à l'oeil. Si rien ne change, on recommence les actions».

A La Louvière, deux manifestations se succèdent à l'initiative des travailleurs de Boël et de Cora. Les chauffeurs des TEC de La Louvière versent quatre heures de salaire (170.000 F) au Comité "Julie et Mélissa". Ceux de Charleroi enverront leurs indemnités de grève.

Les chauffeurs de bus de Tournai et de Mons arrêtent le travail. Dans cette dernière ville, les travailleurs de Kérima, Sedema, Crompton, Knowles et de la Câblerie de Dour mènent également des actions.



# «Dès qu'on met en cause la société, on nous traite de tous les noms»

Métallos en colère à Cockerill Sambre Charleroi

Laurent Courtens

A Cockerill Sambre Charleroi, les travailleurs de l'aciérie lancent le mouvement, suivis par les trois pauses de Carlam (laminoirs). Ils sont un millier à exprimer leur révolte : arrêts de travail suivis de blocages des routes et de manifestations devant le palais de justice. Voici leurs réactions durant la manif de nuit du personnel de Carlam.

«Nous sommes tous pères de familles et inquiets pour nos enfants. La justice ne fait rien pour les protéger. Pour une fois que les choses avancent, on sabote tout» nous confie un jeune ouvrier. Un autre précise : «Maintenant, l'enquête n'avance plus. Le remplaçant de Connerotte en a pour des mois avant de connaître le dossier. Si on ne fait rien, dans six mois on en parle plus de cette affaire, comme pour l'assassinat de Cools ou les tueurs du Brabant wallon. Connerotte n'est que la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Toutes les affaires sont étouffées depuis des années».

Pourquoi ? «Pour protéger les commanditaires, répond un militant CSC. Ceux qui peuvent payer un million de francs pour des cassettes montrant des gosses torturés, ce ne sont pas des ouvriers, ce sont des gros. Nous voulons que le procès aille jusqu'au bout, qu'on aille plus haut, qu'on dévoile le nom de ceux qui sont sur les cassettes. Mais là, on touche aux élites, c'est pour ça

qu'on freine l'enquête. Il y a des pressions, c'est clair. Les parents voient De Clerq et décident de ne plus introduire de recours. Ils sont abattus, ça se voit. Nous voulons les soutenir».

C'est aussi toute la haine de la justice de classe que clament les ouvriers de Carlam : «Dans la mémoire collective des travailleurs, la justice est pour les riches, contre les pauvres. Maintenant, c'est visible à grande échelle».

## Face à une crise générale...

Un travailleur du service de contrôle dénonce «ce système qui tourne pour les gros et écrase les petits. J'ai été scandalisé qu'à la radio, on demande l'avis de Vandeputte, le président de la FEB, sur les rapt d'enfants. C'est incroyable qu'on l'invite alors que des types comme lui jettent les gens dans la misère. Ce sont les mêmes qui achètent les cassettes».

Face à l'accusation de "faire le jeu des extrêmes", il rétorque : «Dès qu'on met en cause la société, on nous traite de tous les noms. En fait, ils ont la trouille. Tous les partis, les experts, les juges font bloc pour défendre "l'Etat de droit", "la démocratie"...» «Mais nous, ajoute un ouvrier de l'entretien, on voit bien qu'il s'agit d'une démocratie à deux vitesses, dont les lois protègent les gros et



écrasent le peuple». Ils sont plus d'un à exiger «un changement radical du système. C'est une révolution qu'il faut, nettoyer le pouvoir, la justice».

## ... une grève générale !

Nous engageons la discussion avec un groupe d'ouvriers bloquant un carrefour : «Pour connaître la vérité, il faut aller plus loin. Les

actions sont dispersées pour le moment. Le syndicat doit organiser des assemblées et donner des mots d'ordre pour nous unifier. Paralyser le pays deux ou trois jours, voilà ce qu'il faut. Tous unis, ouvriers, enseignants, cheminots, chauffeurs de bus,... Wallons et Flamands ensemble, voilà notre force.» A chacune de leurs actions, les sidérurgistes sont applaudis par les passants.

Pendant l'action de nuit, nous

croisons un groupe de jeunes immigrés : «On essaiera aussi de faire grève dans notre école. Nous sommes dégoûtés. Les gendarmes perquisitionnent chez Dutroux, entendent les filles crier et ils ne font rien. Un jour, ils ont perquisitionné chez moi pour trouver un camion. Ils ont même fouillé les tiroirs ! La famille Ben Aïssa a même été accusée de séquestrer leur fille et de l'avoir mariée de force...»

# «Chez les patrons, je n'ai senti aucune compassion»

Interview de Francis Debry, délégué principal FGTB Glaverbel Moustier

**Deux poids, deux mesures. La Justice n'apparaît pas autrement aux travailleurs. «Il faudrait revoir tout le système», crient-ils, notamment à l'usine de Glaverbel à Moustier. C'est une justice de classe. C'est pourquoi le patron se désolidarise des actions.**

Thierry Warmoes

**Les travailleurs de Glaverbel ont arrêté le travail et se sont rendus à deux écoles de la région, pour symboliser les dangers qui pèsent sur les enfants. Comment cela s'est-il passé ?**

**Francis Debry.** Le mouvement est parti de la base. Nous, délégués, avons naturellement approuvé. Nous voulions soutenir le juge Connerotte et dire aux politiciens notre refus d'une justice à deux vitesses. Le directeur ici n'était pas du tout d'accord. Il se demandait presque si nous savions ce qu'était travailler. Selon lui, la société allait perdre des clients et les commandes seraient en retard. Je crois qu'il ne lit pas les mêmes journaux que nous. Il lit certainement L'Echo de la Bourse ou Le Monde, où l'on parle beaucoup plus d'affaires, d'argent, de compétitivité, que de cas horribles. Il ne pense qu'au point de vue financier. Les dirigeants de sociétés devraient faire preuve de compréhension envers des cas malheureux comme celui-ci. Et là je n'ai rien senti de leur part.

**Comment jugez-vous la destitution de Connerotte ?**

**Francis Debry.** On connaît pertinemment bien les manquements de la part de certains juges. Qu'on

ne sanctionne pas un juge qui a fait son boulot, qu'on sanctionne plutôt les autres qui ont le pouvoir de décision pour justement dessaisir le juge Connerotte.

Les juges doivent savoir que dans notre système lorsqu'un ouvrier est incompetent, il est renvoyé. Ici, les preuves démontrent de nombreuses incompétences au niveau de la magistrature. Il faut appliquer des sanctions aussi dures que pour les travailleurs : le renvoi. De plus, on licencie un travailleur pour faute grave, sans la moindre discussion, ici on a des comités de contrôle, des commissions, etc. Il faut des sanctions immédiates.

## Une justice à deux vitesses

**Ne faut-il pas chercher plus haut que Dutroux ou Nihoul ?**

**Francis Debry.** On essaie d'empêcher que la vérité soit dévoilée, afin de préserver certaines couches sociales. Les gens disent qu'il n'y a plus de justice, qu'il faudrait revoir tout le système. Ils ne voient pas pourquoi deux poids deux mesures. On a toutes ces cassettes en main et pas de résultat. Pour des cas bien spécifiques on trouve tout de suite, pour d'autres, on ne trouve pas, ou on ne veut pas trouver. Il y a aussi des affaires



Etudiants et travailleurs au palais de Justice de Bruxelles, la semaine dernière.

d'argent. Si vous ne payez pas vos contributions, on vous impose une saisie sur salaire. Ici il y a d'autres cas où l'on ne prend rien. Ce n'est

pas une justice équitable.

Il faut publier les noms des clients. Quand quelqu'un passe devant le tribunal correctionnel, on cite des noms, on précise s'il est chômeur, marginalisé, drogué, ... Qu'on dévoile aussi que dans la haute société existent toutes sortes de personnes. Une enquête parlementaire va rester en groupe fermé, qui ne dira que ce qu'il veut à la presse et à la population. Mais les gens veulent savoir. Il n'y a rien à cacher. Il y a longtemps que les gens ne s'intéressent plus au parlement.

**Quelle est votre position par rapport à la revendication "dissolution de la gendarmerie" ?**

**Francis Debry.** Je suis d'accord. La gendarmerie fiche les syndicalistes. Pour la moindre affaire syndicale, on est interrogé comme un criminel, tandis que d'autres sont laissés tranquilles.

## Namur : "La justice dans la compote"

**Namur** a connu de brefs arrêts de travail à la gare, à Belgacom et dans le zoning industriel de Malonne. Près de 80 chauffeurs et mécaniciens des TEC ainsi que les travailleurs de Kraft-Jacobs-Suchard ont manifesté devant le palais de justice où ils ont été reçus par le président du tribunal de 1ère instance et par le procureur du roi faisant fonction. Quatre-vingt postiers de Jambes ont invité les juges à manger un spaghetti. A **Andenne**, les ouvriers com-

munaux ont mobilisé tout le personnel de l'hôtel de ville, du centre administratif et du CPAS pour défiler dans les rues. Ils ont été rejoints par des enseignants et des élèves de l'Institut Sainte-Begge. L'administration communale de La Bruyère a fermé ses bureaux en signe de protestation.

**En Basse-Sambre**, les débrayages se sont succédés, notamment à Materne (Florefe), Glaverbel (Moustier), Sekurit Saint-Gobain (Auvélais). Les travailleurs de

l'usine de confitures et de compotes Materne sont partis en cortège à la maison communale de Florefe. Sur un panneau, ils avaient inscrit : "Connerotte, ils te sacrifient, tu en savais trop. La justice est dans la compote, ils nous prennent pour des prunes." Les travailleurs de Glaverbel se sont rendus à deux écoles, pour symboliser les dangers qui pèsent sur les enfants. A **Dinant**, une manifestation s'est tenue devant le "palais de justice".

## «Marre de ce régime !»

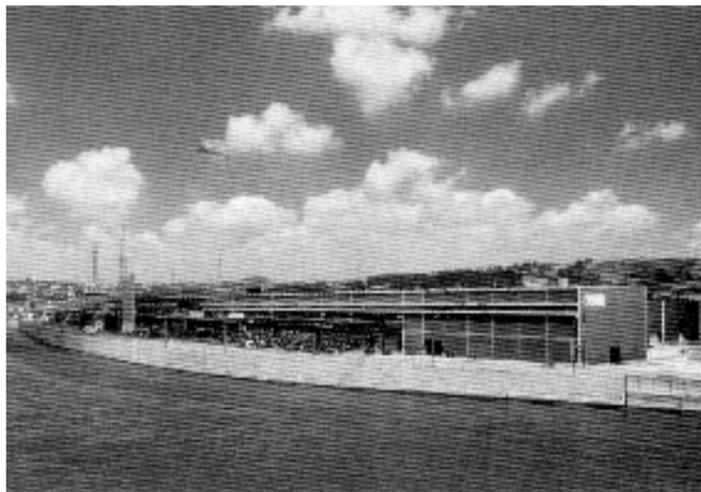
Tout a commencé à Ferblatil, l'usine de Gino Russo

Johnny Coopmans

Les ouvriers de Ferblatil à Seraing ne décolèrent plus : «La Justice a laissé mourir la fille de Gino Russo (ouvrier de Ferblatil - ndlr). Malgré notre grève, elle a dessaisi le juge Connerotte. Gandois, le président de Cockerill Sambre (et donc de Ferblatil - ndlr), veut condamner la sidérurgie, notre gagne-pain. Nous sommes à bout, on ne se laissera plus jamais faire !».

Dès lundi soir, ils arrêtent le travail. Le lendemain, rejoints par les travailleurs de CMI (aussi filiale de Cockerill Sambre), ils marchent sur Liège, distante de dix kilomètres.

Au palais de Justice, ils sont plus de mille. Il y a là une forte délégation de la SNCB et des délégations de Métalprofil, Polypal, Ikea, La Poste, Techspace Aero et Belgacom. La façade du palais est arrosée par les pompiers de la ville. Ensuite



arrivent les travailleurs de la FNNH d'Herstal.

Une délégation est reçue par le procureur du roi Anne Thily. Nico Cué, délégué principal FGTB de la FNNH en ressort dépité : «Que vaut encore son "nous irons

jusqu'au bout" ?». Il en appelle à la vigilance des travailleurs.

Mercredi, les travailleurs d'Uniroyal (Herstal) se mettent à l'arrêt. Les ouvriers de Ferblatil, encore eux, entament une grève contre le plan Gandois. Ils en ont marre

## Le PS paralyse le syndicat

Si les syndicalistes de combat étaient aux côtés des travailleurs devant le palais de Justice, où étaient passés les dirigeants syndicaux ?

Les arrêts de travail ont semé un vent de panique à la place Saint-Paul, siège de la FGTB. On peut en avoir une idée en lisant les articles de Joseph Coppé, éditorialiste à La Wallonie et membre du PS. Celui-ci appelle à la confiance dans les institutions et prévient les manifestants des dérapages. Il par-

le d'une justice de caste, c'est vrai, mais il en écarte soigneusement Giet, le procureur du roi à Liège, d'obédience socialiste et mis récemment en pension.

Or, pour éviter les éclaboussures sur le PS, celui-ci a saboté l'enquête sur l'assassinat de Cools pendant quatre ans ! Défenseur du système ou dirigeant de la juste colère du peuple, voilà un choix pour chaque responsable syndical aujourd'hui.

«d'un régime qui tue nos enfants, rabote nos allocations familiales et menace nos emplois aujourd'hui et ceux de nos enfants demain».

Jeudi, c'est au tour des ouvriers d'Interbrew et des écoliers. Le jour suivant, des embouteillages monstrueux paralysent toute la ville.

## EN BREF

**La Poste Bruxelles X continue**

Le personnel de La Poste Bruxelles X à la gare du Midi est descendu dans la rue mercredi à 11 heures et à 16 heures. «Le tract du PTB nous a donné le dernier coup de pouce. Je ne comprends pas pourquoi nos délégués n'organisent pas l'action eux-mêmes. Heureusement, ils nous soutiennent.» «On veut étouffer l'affaire, parce qu'ils ne veulent pas révéler les noms des personnes haut placées.» «Lors des élections prochaines, je ne voterai certainement pas pour les grands partis.» Yvie Jacobs, syndicaliste FGFB: «Ce n'est pas Connerotte, mais la gendarmerie qui a commis des fautes graves. Elle savait depuis 1993 ce que Dutroux se préparait à faire. C'est là qu'il faut des sanctions sévères. Mais ils ne touchent pas à la gendarmerie. Nos actions servent-elles à quelque chose? Certainement, si nous continuons.»

**BRT : des noms !**

250 travailleurs de la BRT ont occupé la place Meiser pendant une heure. «Nous voulons savoir tout ce qui se cache derrière cette affaire, déclare le délégué FGFB Luc Vanden Hoeck. La mobilisation de la population doit continuer jusqu'à ce que toute la vérité soit connue.» Sur leurs calicots, ils avaient écrit : «Le front commun BRT exige : pas de justice de classe», «Connerotte oui, Cassation non», «Nous voulons la vérité, nous voulons les noms», «Sanctions contre les saboteurs de l'enquête».

**Bosch : justice !**

Les ouvriers de Bosch ont manifesté dans les rues de Tirlemont dans la matinée de jeudi. Un délégué explique : «L'action a commencé spontanément, nous ne pouvions que nous y joindre». «Il n'y a pas de justice dans ce pays, remarque une ouvrière. Pour les riches tout s'arrange, mais pour nous ! Voyez donc : il s'agit partout d'enfants de simples travailleurs, mais on refuse de révéler les noms de ces salauds, parce que ce sont des gens riches et puissants». Durant l'après-midi de jeudi et de vendredi, les ouvriers ont à nouveau arrêté le travail.

**Palais de Justice : c'est la révolution !**

Des centaines d'écoliers néerlandophones et francophones, des éboueurs, des travailleurs de la STIB se sont amassés vendredi matin sur les marches du palais de Justice. Les chauffeurs de bus affichaient "SOS" sur leur écriteau digital, à quoi les jeunes répondaient par des acclamations. Tout le monde clamait à l'unisson que justice soit rendue.

Alain, service propreté : «On est ici parce qu'on en a marre qu'on se foute de notre gueule. Toutes les magouilles du gouvernement et de la Justice doivent cesser. Ce ne sont pas les immigrés qu'il faut balayer mais l'appareil politique et la Justice. Il faut que le monde entier voie la honte de notre système. Si ça continue, il y a aura bientôt une révolution.»

**Jessica, 16 ans, école technique d'Uccle**

«Si on est aujourd'hui ici, c'est pour manifester notre solidarité avec les familles des enfants. C'est aussi pour soutenir Connerotte. Il a peut-être violé la loi mais je pense que la Justice est de toutes façons corrompue, on n'a rien à lui reprocher. Je crois qu'il faut aussi faire la lumière sur les responsables du trafic d'enfants, je parle des clients de Dutroux, ceux qui ont plein de fric. Nous devons exiger leurs noms.»

# «On veut une grève tous les vendredis»

Renault : «Luttons jusqu'à ce que toutes les saloperies sortent»

**«Les tracts du PTB contre l'opération "oubliettes" sont restés sur la chaîne de montage, dans toute l'usine et tous les réfectoires !» C'est ainsi que les ouvriers de Renault Vilvorde en grève m'accueillent à leur piquet.**

Roos Van Drogenbroek

Jeudi dès 9 heures, les ouvriers de Renault à Vilvorde bloquent l'axe très fréquenté de l'avenue de Schaerbeek devant l'usine. La veille, les trois syndicats avaient diffusé un tract avec une pétition exigeant que «l'enquête se poursuive sans s'affaiblir et qu'elle fasse toute la lumière». Le tract appelait à une heure de grève dans chaque équipe. L'équipe du matin ne reprendra pas le travail.

Les ouvriers se dirigent vers le pont sur le canal à Buda. L'éclusier lève le pont, bloquant ainsi la circulation. Ils se rendent ensuite à la maison communale de Machelen, où le personnel sort en guise de solidarité.

Le rond-point du boulevard de la Woluwe puis le palais de Justice, la maison communale et le rond-point de l'église sont bloqués. Quelque 500 ouvriers continuent jusqu'à la relève des équipes.

L'après-midi, environ 200 travailleurs de la section moteurs



Les travailleurs de Renault en grève occupent un rond-point.

et portes arrêtent le travail. Ils convainquent ceux de la tôlerie et quelque 500 d'entre eux partent pour une entrevue avec le bourgmestre de Vilvorde. A 18 heures l'usine était vide. Environ 700 ouvriers se dirigent alors vers l'autoroute. La gendarmerie les attend. Malgré les autopompes, une centaine parvient néanmoins à bloquer l'autoroute pendant un quart d'heure.

**«Les autorités devront tenir compte de nous»**

Jamais je n'ai perçu autant de hargne pendant une grève d'usine. Pas de réactions fatalistes du genre : «Il n'y a tout de même rien à faire.» A présent, on réagit avec détermination : «Cette fois, les autorités devront tenir compte

de tous ces grévistes.» «Les syndicats doivent appeler à une grève de 24 heures ou à des grèves du vendredi jusqu'à ce que toutes les saloperies sortent.» «Il faut creuser, jusqu'à ce que tout soit déterré. Le syndicat doit assumer ses responsabilités.»

Jefke Lahaut, délégué FGFB : «A présent, nous ne luttons pas pour l'emploi, contre le stress ou les cadences. Il s'agit aujourd'hui d'humanité. L'heure est venue de vider ce fumier et de tout nettoyer. Quel que soit le parti politique ou la personne, la lumière doit être faite.»

«Entre-temps, le gouvernement impose ses mesures budgétaires. Les riches deviennent toujours plus riches et nous toujours plus pauvres». «Mais les événements ont un côté positif. Ils démontrent que les gens ne sont pas si indifférents qu'on le prétend.

Qui dira encore que les gens ne veulent pas faire la grève ?»

«Les gens s'occupent bel et bien de politique. Ils veulent changer les choses et ne se soucient pas uniquement de leurs préoccupations personnelles.»

J'ai présenté le référendum du PTB à des ouvriers. L'affaire Dutroux a rapproché beaucoup de gens de notre point de vue sur le nationalisme. La dissolution de la gendarmerie est une revendication mieux comprise aujourd'hui. Plus que par le passé, les gens considèrent notre alternative comme réaliste. Je rencontre encore un secrétaire que je connais bien. Je lui demande s'il a déjà pris un abonnement à Solidaire. «Tu me l'as déjà demandé souvent, aujourd'hui je vais régler ça tout de suite, avec les temps qui courent, j'en ai vraiment besoin.»

## «Que toute la vérité éclate !»

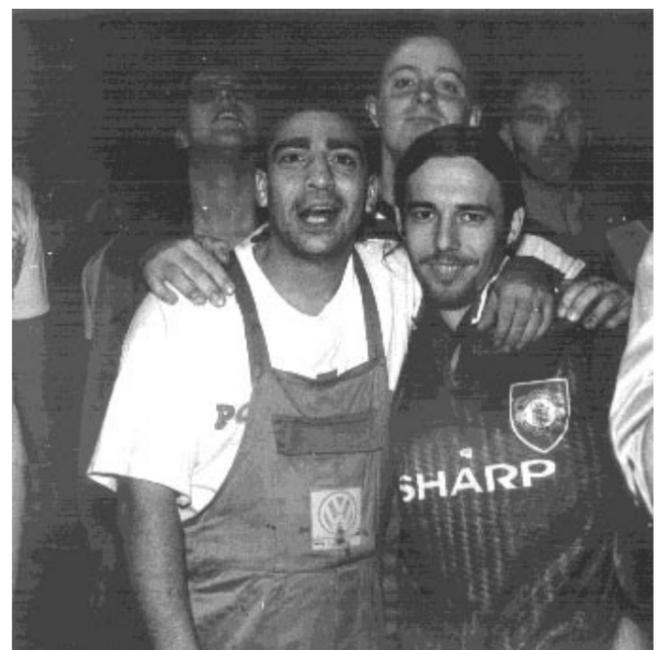
Les délégations de Volkswagen prennent leurs responsabilités

Hugo De Bruyne

Première usine du Brabant à débrayer : était Volkswagen à Forest. Claude Dufrasne, délégué principal FGFB, raconte : «Lundi matin, des ouvriers nous téléphonent pour annoncer qu'ils arrêtent le travail si Connerotte est dessaisi. A 16 heures, la section mécanique débraie, les autres aussi. L'équipe de nuit suit le mouvement. Le lendemain, nous nous rendons au palais de Justice avec l'équipe du matin. Nous rencontrons le procureur général, incapable de nous expliquer comment un dîner spaghetti peut influencer une enquête ! Les gens se posent de plus en plus de questions : dans quelle société vivons-nous ? Une société qui ne garantit pas

l'emploi pour les jeunes, qui démantèle la sécurité sociale, qui n'assure pas une justice équitable ni la sécurité de nos enfants. Les gens exigent qu'on aille jusqu'au bout.»

Jacques Guilmot, délégué FGFB, poursuit : «Les jeunes doivent être formés pour avoir prise sur la société, pour en contrôler tous les rouages, sinon la démocratisation est impossible. Les parents se sont prononcés contre la peine de mort. Ils ne sont pas tombés dans le piège de l'extrême droite. Il faut que les parents soient impliqués dans l'enquête pour que toute la vérité éclate. Les directions syndicales n'ont pas encore réagi, c'est pourquoi nous assumons nos responsabilités, en front commun.»



# Anvers : les délégués mobilisent

Ouvriers, étudiants, fonctionnaires : comme un seul homme

Toute la semaine, des actions de grève ont éclaté dans la plupart des écoles de la région anversoise. Jeudi, 7.000 élèves descendaient dans la rue. Le même jour, les entreprises du port étaient paralysées et Opel faisait grève à deux reprises.

Johan Boeckx

Opel-Anvers a arrêté le travail deux fois pendant deux heures. Le mercredi, 800 ouvriers de l'équipe de l'après-midi bloquaient la Noorderlaan pendant une demi-heure. «C'est ce qu'il faut faire, dit l'un d'eux. Descendre dans la rue jusqu'à ce que toute la lumière soit faite dans cette affaire. Les patrons tentent de nous en empêcher, affirmant que nous ne pouvons rien faire, que la Justice et l'usine sont deux choses différentes, que nous devons manifester tous ensemble, ouvriers et patrons, dimanche. C'est inacceptable. La moitié de la Belgique est paralysée, et nous nous limiterions à manifester dimanche ?»

L'équipe du matin a remis ça. Cette fois, la Noorderlaan est occupée pendant une heure. «Il ne s'agit pas uniquement de Connerotte. C'est tout le système qui doit changer», observe un ouvrier. «Nos discussions portent aussi sur la gendarmerie et la police qui tabassent nos enfants. On proteste également contre les cadences et les nouvelles mesures du gouvernement.»

Un syndicaliste : «C'est mainte-

nant que les délégués font leurs preuves. Il y en a qui disent que cette affaire ne concerne pas le syndicat. Lors des actions, nous avons constaté que nous avions de vrais délégués. Ils ont choisi de mobiliser le gens.»

Ce même jeudi, les ouvriers de Bayer bloquaient deux carrefours de 14 à 16 heures, provoquant d'énormes files. L'un des grévistes déclare : «Les gens peuvent complètement changer la société. On tente toujours de briser la solidarité. A présent, nous avons l'occasion de la construire.»

De nombreux fonctionnaires ont également lancé des actions dès le mercredi. Les militants CGSP et CCSP ont manifesté vendredi : «Au début, nous étions 300 dans la rue. Puis, une cinquantaine de fonctionnaires de la douane nous ont rejoints ainsi que des travailleurs de Belgacom. Des dirigeants syndicaux ont pris la parole. Nous nous sommes dirigés vers le palais de Justice. Des collègues pensionnés nous y ont rejoints. L'un des pensionnés me raconte : «Ma fille a été assassinée il y a trois ans. A ce moment, j'ai compris ce que signifie la justice de classe. Lorsque le fils d'un milliardaire



Sur les marches du palais de Justice d'Anvers, des grévistes avec un calicot : stoppez la justice de classe !

fraudeur est kidnappé, la justice met tout en oeuvre pour aider la famille.»

Après le discours du secrétaire CGSP, nous avons rejoint les

grands boulevards du centre, accompagnés d'une foule d'écoliers. Les flics nous attendaient avec blindés et matraques. Mais les travailleurs de De Lijn (transport

en commun) se sont joints à nous. Si nous luttons côte à côte, ouvriers, étudiants, fonctionnaires, nous serons forts, ils ne pourront pas nous arrêter.»

## «Connerotte est la goutte qui a fait déborder le vase»

La chimie anversoise en action

Lily Trips

Tout la semaine, les actions se sont succédées dans les entreprises de la chimie (ou de la pétrochimie) de la région anversoise : Exxon (Esso), BASF, Bayer, Bayer-Polysar et Degussa.

**Patrick Leeuws** (délégué FGTB de Bayer-Polysar) : «Mardi, des actions ont éclaté à Exxon. Les ouvriers nous demandaient quand nous commencerions nous aussi. Le mercredi matin, nous nous sommes rendus en front commun auprès de la direction. Vers neuf heures et demie, alors que nous étions en train de discuter, l'équipe de l'entretien a arrêté spontanément le travail. Les syndicats ont immédiatement soutenu les actions qui se sont poursuivies



Les travailleurs de De Lijn (TEC) avaient fabriqué une pancarte : «En 1993, la gendarmerie et la justice savaient tout sur Dutroux !»

jusqu'à 16h30. Presque toute l'usine a participé à la grève. Les employés se sont joints à nous

spontanément, ce qui est exceptionnel. Il est clair que l'arrêté "spaghetti" a mis le feu aux

poudres. Les gens éprouvent un sentiment de mécontentement général vis-à-vis de la Justice, des loiscadres, des mesures d'austérité, de la classe politique. Ils commencent à réfléchir et à se poser des questions plus profondes. Chaque jour, les délégués sont assaillis de questions sur la norme salariale, la convention sociale, ... Ce qui est réjouissant, c'est que tant de monde participe au mouvement. Les gens vont plus loin dans leur réflexion. Cela me fait penser aux années 60.»

**Pros Van Kerckhove** (porte-parole FGTB de l'usine Bayer) : «Ce qui se passe aujourd'hui ne concerne pas uniquement le dessaisissement de Connerotte. C'est la goutte qui a fait déborder le vase. Les gens en ont marre, marre des mesures d'austé-

té, des scandales, de la corruption. Il faut que quelque chose change. Les gens disent clairement : si rien ne change, nous continuons.»

**Erik Dirckx** (porte-parole FGTB de Degussa) : «Tout le monde est d'accord pour dire que l'enquête doit être menée jusqu'au bout. On parle beaucoup de l'enquête sur l'enquête. Mais qui sera chargé de cette enquête ? Les mêmes qui tentent depuis des années d'étouffer les affaires. Ce qui a profondément choqué les gens, c'est la déclaration de Van Keer, le gendarme qui menaçait de dévoiler certains dossiers si on continuait à attaquer la gendarmerie. A propos de la gendarmerie, il y a beaucoup de confusion. Je suis pour sa dissolution, elle représente une menace pour la démocratie.»

## "Willy le noir", dirigeant des dockers, arrêté !

Johan Boeckx

La journée d'action du vendredi à Anvers a parfaitement illustré le slogan : «Ouvriers, étudiants et écoliers, un seul front !» La présence de 100 dockers a donné un nouvel élan aux actions. La police ne s'y est pas trompée et a

arrêté Willy Verhaeghen, dit "Willy le noir", dirigeant populaire des dockers.

Un docker : «Tout a commencé au bureau d'embauche à 13 heures. Tinie Mast, la mère de Kim et Ken, était venue s'adresser aux dockers. Willy a ensuite pris la parole. Dans son discours impressionnant, il

dénonçait la justice de classes, la gendarmerie et les politiciens. Presque tous les dockers ont réagi de manière positive. Nous nous sommes ensuite rendus au quai où le petit Kim a été repêché et 150 dockers se sont rendus à la Grand-Place. Willy y a encore pris la parole.

En arrivant au palais de Justice, plusieurs cordons de policiers ont laissé passer les manifestants enthousiastes.

Willy a appelé les masses à se réunir pacifiquement sur les marches du palais. Mais des policiers se sont alors jetés sur lui. Ils lui ont arraché et endommagé son méga-

phone. Puis ils l'ont traîné brutalement vers un combi. Les dockers ont essayé en vain de le délivrer des mains des policiers.

Willy est accusé de coups et blessures contre les forces de l'ordre. Mais 50 dockers sont témoins : il n'a pas touché à un seul de leurs cheveux !»

# Limbourg : 100.000 personnes dans la rue !

“Les citoyens belges ne doivent pas avoir honte, ils peuvent être fiers !”

Plus de 100.000 Limbourgeois sont descendus dans la rue jeudi en réponse à l'appel d'un comité réuni autour des familles d'An et Eefje. Au centre d'Hasselt, 2.000 élèves, étudiants, fonctionnaires, employés et commerçants bombardent le palais de Justice d'oeufs, de pommes et de spaghettis.

Herman Vermeulen

Tous les grands carrefours autour de la ville sont bloqués par des groupes d'étudiants et d'ouvriers. Les ouvriers de l'usine Philips à Hasselt rejoignent la ville, aux côtés des étudiants d'une école proche. Dans toute la province, des carrefours sont occupés et des autoroutes bloquées.

Mardi et mercredi, les 13.000 ouvriers de Ford avaient déjà donné l'exemple. A chaque entrée, des sympathisants du PTB avaient distribué des tracts avec l'appel "Stoppez l'Opération Oubliettes de la gendarmerie et de la Justice". A chaque fois, ouvriers et employés avaient réagi rapidement, occupant les rues au moins pendant une heure. Jeudi matin, c'est au tour des autres entreprises de la province. Au palais de Justice d'Hasselt, la colère des gens est manifeste : «Je n'ai encore jamais manifesté, disait un invalide, mais maintenant ils vont trop loin.» Un

ouvrier affirme «C'est la même bande qui nous impose des mesures d'austérité». Beaucoup partagent son avis. «C'est tout pourri, là-haut», répond quelqu'un. «Comment osent-ils parler de la séparation des pouvoirs, ces juges, alors que toutes leurs nominations sont politiques?» «Le souper spaghetti, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Quand Connerotte a posé son dernier acte d'enquête concernant huit gendarmes, il est tombé sur un haut politicien.»

2.000 élèves occupent le centre de Genk. Ceux de Regina Mundi s'entendent dire qu'ils ont trois jours de suspension. Des parents s'indignent. Le personnel du rail et les chômeurs en formation se joignent à eux. «Toute la Belgique doit être paralysée, pas pour un seul jour mais pour beaucoup plus longtemps», dit un client du marché. Un jeune Kurde n'est pas impressionné par la présence de



quelques gendarmes : «Maintenant, ils sont là. Ils ont aussi le temps de ficher 400.000 Turcs et de mener des razzias chez eux. Mais pour rechercher les enfants, ils n'ont pas le temps.»

A Maasmechelen, 500 écoliers descendent dans la rue. Des habitants, le personnel de la maison de repos du CPAS et le personnel communal se joignent au mouvement. Un Néerlandais

nous raconte : «J'entends beaucoup de Belges dire qu'ils ont honte d'être Belges. Les simples citoyens belges ne doivent pas avoir honte, ils doivent être fiers de se révolter ainsi.»

## «On retourne au siècle des seigneurs et des serfs»

### Actions spectaculaires des ouvriers de Volvo-Gand

Le mardi 15 octobre, on a assisté à une éruption spontanée de colère et de solidarité parmi les ouvriers de Volvo à Gand. Les tentatives de la direction de limiter l'action à une demi-heure symbolique n'ont suscité que railleries de la part des ouvriers. Finalement, les actions ont duré toute la journée. Le tract du PTB a été bien accueilli. Plusieurs ouvriers le citaient littéralement. Il a été placé dans les réfectoires et même dans certaines chaînes de production.

Tout le monde sait que le dessaisissement de Connerotte vise à étouffer l'affaire parce que «des gros bonnets sont impliqués : des politiciens, des hommes d'affaires, des gendarmes.» Ici, on fait surtout le lien avec l'enquête sur la Bande du Brabant wallon : «Cette enquête a été sabotée de la même manière.» Les ouvriers sont unanimes sur les raisons de ces tentatives.

Plusieurs ouvriers rappellent d'autres affaires, enfouies également, comme celle d'Assubel ou encore celle de l'argent noir à la Kredietbank. La politique de deux poids deux mesures révolte les gens : «Les riches qui sont derrière le réseau restent hors d'atteinte, alors qu'un ouvrier perd son emploi



quand il vole un tournevis.» Tous se réfèrent à l'enlèvement du petit Antony Declerq. «Pour un enfant

de riche, on mobilise tout le pays. Mais un enfant d'ouvrier est abandonné à son sort.»

Le mécontentement et la colère dépassent l'affaire Dutroux. «Ce système est pourri. Les pauvres

sont toujours plus pauvres, et les riches plus riches. L'inégalité et l'injustice augmentent. Nous retournons au siècle passé, où il y avait des seigneurs et des serfs. On nous impose des sacrifices, pourquoi ? Pour payer les magistrats qui défendent la cause des riches et ne protègent même pas nos enfants. Là au-dessus, tout est corrompu. Séparation des pouvoirs entre les politiques et les juges ? Ne me faites pas rire. Ils s'entendent et se protègent l'un l'autre.»

Les ouvriers ont raison d'être fiers de leur action. Le refus des syndicats de la reconnaître les a déçus. «Dommage. Ce n'est pas pour ces quelques centaines de francs. C'est une question de principe. Les syndicats ont raté l'occasion de soutenir le peuple.» «Chez VW, cependant, les syndicats ont soutenu l'action».

Par la suite, la direction a diffusé une lettre : «On manifeste à Bruxelles en tant que citoyen, mais le personnel doit accomplir son travail. La poursuite d'actions de grève est donc inacceptable.» Un ouvrier de conclure : «Tout pour l'argent. Ils prétendent se soucier de nos enfants, mais la production et les bénéfices passent avant !»

# La presse cache nos revendications

Entretien avec Dirk De Block du syndicat étudiant de Gand (SVB)

**Le syndicat des étudiants a organisé une manifestation mercredi réunissant 2.500 étudiants et une deuxième manifestation de 20.000 étudiants le vendredi. Nous nous sommes entretenus avec Dirk, responsable de MML, l'organisation des étudiants du PTB à Gand. MML est membre associé du syndicat des étudiants SVB.**

Peter Mertens

**Dirk.** A l'assemblée générale de SVB de mardi, j'ai proposé une plate-forme avec un appel à la grève. Au sein du SVB, existent des opinions divergentes, ce qui est positif et normal. Il était donc important de discuter dans un esprit d'unité, de manière à ce que tous soutiennent la plate-forme. Le syndicat des étudiants accorde beaucoup d'importance à la participation démocratique, à juste titre.

**Quelle est cette plate-forme ?**

**Dirk.** Le SVB exige que l'enquête soit menée en profondeur et vers le haut, jusqu'à ce que toute la vérité soit établie. A cette fin, le SVB considère qu'une mobilisation de masse est nécessaire dans tous les secteurs. Ainsi, nous avons contacté les écoles secondaires et supérieures pour les impliquer dans les actions et nous avons adressé un tract aux étudiants et aux ouvriers.

**La plate-forme contient-elle d'autres revendications concrètes ?**

**Dirk.** Nous exigeons que tous



Dirk De Block : «Nous exigeons que tous les noms soient révélés, que les personnes concernées puissent consulter les dossiers et que l'enquête sur l'enquête soit publique.»

les noms soient révélés, que les personnes concernées puissent consulter les dossiers et que l'enquête sur l'enquête soit publique. C'est important, car il ne faut pas qu'une enquête parlementaire étouffe une nouvelle fois cette affaire, comme ce fut le cas dans celle de la bande du Brabant wallon jetée aux oubliettes par une commission parlementaire. SVB a d'ailleurs déclaré jeudi dernier que les affaires de la bande du Brabant wallon et celle de la mafia des hormones doivent être menées, elles aussi, jusqu'au bout.

**La presse de jeudi affirmait que le SVB manifestait uni-**

**quement pour Connerotte.**

**Dirk.** Le Conseil d'administration de SVB a sévèrement dénoncé cette présentation des choses lors de son assemblée générale de jeudi. Le SVB ne se prononce pas pour ou contre Connerotte. Son dessaisissement n'est qu'un élément dans une longue série d'obstructions. Nous avons repris la discussion et conclu que nous restions sur notre position : «Ce système est pourri jusqu'à la moelle !» et «Etat de droit ? Une grande imposture !» Il est remarquable que la presse escamote ces mots d'ordres ou affirme qu'ils ne sont pas repris par la masse des gens. C'est un mensonge grotes-

que. Ces slogans sont scandés par des milliers de personnes. On veut manifestement empêcher que les points de vue qui dénoncent l'ensemble du système soient relayés par les médias. Cela aussi fait partie de l'opération oubliettes.

**Que comptez-vous faire les jours à venir ?**

**Dirk.** Nous devons encore en discuter concrètement, mais notre plate-forme souligne clairement la nécessité d'une mobilisation de masse pour obtenir que l'enquête soit menée jusqu'au bout et qu'elle s'étende par exemple aussi à l'affaire de la bande du Brabant wallon.

*«Maintenant, c'est nous qui parlons»*

Peter Mertens

Des centaines de milliers de jeunes, de Hoogstraten à Mouscron, de Genk à Ostende, de Huy à Anvers, sont venus crier à Bruxelles : «Nous nous sommes tus assez longtemps, maintenant c'est à nous de parler.»

Le ministre de l'enseignement, Van den Bossche (SP) observait : «Certains jeunes ne savent pas de quoi il s'agit.» Mais des milliers de jeunes dénoncent aujourd'hui cette société où des jeunes de leur âge sont enlevés, violés et assassinés impunément. Beaucoup déclarent que les kidnappeurs bénéficient de protection dans les milieux de la justice, de la gendarmerie et de personnes très haut placées. Les jeunes disent : «Nous savons ce que nous voulons, nous voulons la justice.» «Tant de choses sont cachées, les noms des personnes haut placées ne sont pas révélés.» Van den Bossche a peur que les étudiants comprennent trop bien que dans notre société tout tourne autour de l'argent et que les hauts responsables veulent étouffer les scandales. «Maintenant, cela suffit», a conclu Leona Detiège, le bourgmestre SP d'Anvers, parlant non pas de la justice de classe, mais des protestations des jeunes. «Les directions doivent assumer leur responsabilité en écartant les jeunes de la rue», déclare-t-elle.

Le directeur de l'école SITO 7 à Anvers a bien compris la consigne : «Si le peuple fait valoir sa voix dans une démocratie, cela crée le chaos», disait-il. Notre «démocratie» permet que des enfants soient assassinés et que l'affaire soit étouffée. Mais lorsque la population exige de «donner des noms», la démocratie s'arrête. De même lorsque la population pose des questions pertinentes, comme «Qui est derrière tout cela ?» Et ceux qui refusent de se taire ramassent des coups ou sont arrêtés. 330 étudiants ont été arrêtés à Anvers, 140 à Malines et des dizaines dans les autres villes. L'opération «oubliettes» est menée avec la matraque.

Mais le mouvement continue. A Genk, les écoliers de l'Institut Saint-Louis ont annoncé qu'ils lanceront une nouvelle grève la semaine prochaine. A Anvers, les jeunes du comité déclarent qu'ils ne s'arrêteront pas jusqu'à ce que «les noms soient révélés».

Les étudiants des hautes écoles entraînent les écoles du secondaire, les ouvriers et les étudiants forment un front. Partout Rebelle et MML, les organisations des jeunes du PTB sont au devant de la lutte. Les jeunes qui sont devenus membres nous disent : «Nous voulons faire quelque chose, nous avons besoin d'une organisation qui montre aux gens à travers des tracts, des articles et des actions que cette société est tordue.»

Aidez-nous à diffuser nos tracts, mettez tout le monde au courant, rejoignez Rebelle et MML ! Ensemble, nous vaincrons !

## Un jeune de 17 ans vend 75 Solidaire !

Cette semaine à Anvers, tout le monde avait les poches pleines de matériel de Rebelle et de MML : autocollants, affiches, dépliants... Ca n'arrêtait pas. Dans notre secrétariat (rue Van Artevelde), les jeunes venaient demander des tracts. Wim : «J'ai roulé toute la soirée pour apporter les tracts aux gens. Tout le monde voulait en distribuer. Il était plus de minuit quand je suis rentré à la maison» Le quotidien flamand De Standaard admet que les mots d'ordre du PTB sont ceux du peuple et que c'est pour ça que notre matériel est tellement populaire. Wim : « Un matin, alors que le secrétariat n'était

pas encore ouvert, cinq jeunes attendaient devant la porte. Ils voulaient devenir membres de Rebelle.»

Bruno : « A la manif. de jeudi, un jeune m'a demandé des Solidaire. Il voulait en vendre aussi. Un heure plus tard, le voilà qui revient : il en a vendu 38! Et le lendemain, il en a vendu autant ! Pour une première propagande, 75 journaux, chapeau ! »

Sebbe : «Lundi, on doit absolument avoir un tract sur les activités de Rebelle. A notre dernière activité, 35 jeunes étaient présents. Si on veut remettre ça, il faut distribuer massivement ce tract ! »

## A la gendarmerie...

(Mélodie des Strangers)

A la gendarmerie, on savait tout depuis longtemps  
A la gendarmerie, ce sont les riches qui comptent  
A la gendarmerie, on renforce son pouvoir  
A la gendarmerie, à la gendarmerie

criminel, criminel, crimi-crimi-criminel  
dissolu, dissolu, dissolu, dissolution

A la gendarmerie, il y a un dossier pour tous  
A la gendarmerie, nul ne recherchait Dutroux  
A la gendarmerie, c'est nous qu'ils tabassent  
A la gendarmerie, à la gendarmerie

# Qui veut baïllonner le PTB ?

Lettre du Parti du Travail de Belgique aux parents des enfants assassinés ou disparus

Trente membres du PTB ont été arrêtés dimanche passé pour avoir cru que la liberté d'expression existait encore dans ce pays. A chaque fois qu'ils arrêtaient un diffuseur de tracts, les gendarmes ont fait référence à la décision du tribunal en référé du samedi 19 octobre. Ce jugement a interdit au PTB "d'appeler à la manifestation". Mais il ne peut en aucune manière être invoqué pour nier le droit constitutionnel à la liberté d'expression d'un parti ouvrier. Cela doit être une des premières fois dans l'histoire de la Belgique, que le pouvoir impose une telle atteinte à la liberté d'expression. Nous allons déposer une plainte contre l'Etat belge.

Cette décision du tribunal est intervenue suite à une plainte introduite contre notre Parti par le cabinet du sénateur PS Lallemand, au nom de deux familles. Le PTB a le plus grand respect pour les familles victimes. Nous comprenons les pressions terribles dont ils sont l'objet de la part du gouvernement, des partis bourgeois et de la monarchie. Nous savons aussi que la gendarmerie mène une guerre psychologique pour discréditer notre parti.

Vous, les parents, vous vivez un drame incommensurable, mais vous dirigez aussi un mouvement populaire jamais vu pour plus de justice.

Vous êtes face à un ennemi perfide et rusé. Notre classe dirigeante a une longue expérience de la lutte contre le mouvement ouvrier. Elle a à sa disposition une armée de professeurs, de journalistes, de

gendarmes spécialisés dans la guerre psychologique contre le peuple et plus de 40.000 policiers de toutes sortes. Elle dispose d'énormes moyens de propagande.

Par cette lettre, nous voulons faire connaître notre opinion sur la tactique des forces du monde politique et de la gendarmerie qui veulent museler notre parti.

## La campagne contre le PTB fait partie de l'Opération Oubliettes

Au cours des grèves et des manifestations de la semaine passée, les ouvriers des grandes entreprises, les travailleurs et les jeunes ont donné un contenu précis à leur mécontentement : contre la justice de classe, contre les négligences de la Justice et le sabotage de l'enquête par la gendarmerie, contre la protection des hauts placés, des haut-gradés et des hommes d'affaires impliqués dans les réseaux de prostitution des enfants.

Le gouvernement et l'état-major de la gendarmerie ont constaté que la situation était explosive. Ils paniquent à l'idée de ne pouvoir enterrer votre combat dans le ronron soporifique d'une commission d'enquête parlementaire. Celle sur la bande du Brabant wallon n'a rien trouvé sur les assassins, leurs complices et leurs protections dans l'appareil de la Justice ou la gendarmerie.

Pour réussir l'Opération Oubliettes, le pouvoir veut à tout prix

mettre un terme au formidable mouvement démocratique que les parents ont déclenché. Il a sonné la mobilisation générale. Il a décidé de permettre votre manifestation à condition qu'on ne parle pas de l'essentiel. Son but était de démobiliser le formidable mouvement populaire. Une fois ce mouvement démobilisé, l'Opération Oubliettes serait mené à terme : on ne trouvera personne des haut-placés, des hauts gradés et des hommes d'affaires impliqués. On renforcera encore le caractère répressif et antipopulaire de la Justice qui sera rendue plus efficace contre... les simples gens.

Les multiples attaques contre notre parti sont un élément essentiel de cette Opération Oubliettes. La gendarmerie a abusé sans scrupules de l'autorité des parents, pour imposer le silence à l'unique parti qui ose dire la vérité et d'empêcher toute discussion sur le rôle néfaste de son état-major dans l'enquête sur les disparitions d'enfants.

Pourquoi, sinon, nous reproche-t-on en particulier de critiquer la gendarmerie ? Celle-ci ne tolère plus que quiconque dans ce pays la critique. L'adjutant Van Keer a menacé l'ensemble du monde politique et judiciaire de dévoiler les dossiers bloqués si les critiques contre la gendarmerie ne cessaient pas. Le ministre De Clerck et Vande Lanotte ont imposé le silence à la Police Judiciaire, le lendemain d'une conférence de

presse où celle-ci avait sévèrement critiqué la gendarmerie.

Les partis bourgeois ont pu raconter pendant des heures à la télévision et à la radio pourquoi, selon eux, les manifestants étaient dans la rue. Dans certains débats, les parents étaient manifestement gênés devant tant d'hypocrisie. Les partis bourgeois sont en effet responsables des scandales et de la situation dramatique dans laquelle sont plongés de plus en plus de Belges. Et ces partis prétendent expliquer pour quelles véritables raisons les manifestants sont dans la rue. Mais le seul parti, le PTB, qui donne voix à la révolte spontanée des ouvriers, des employés, des écoliers, ce parti-là est baïllonné. D'abord, un procès en référé. Ensuite, la répression de la gendarmerie violant le droit élémentaire de la libre expression.

Vous voulez une société où les enfants sont protégés. Que dire alors du premier ministre Dehaene, des partis bourgeois qui viennent de démanteler les crèches, les allocations familiales et l'enseignement ? Comment osent-ils affirmer que la marche du 20 octobre est un soutien à leur politique ? Pourquoi le seul parti qui dénonce vraiment cette société où les enfants deviennent marchandises peut-il être taxé de récupérateur ?

Le mouvement populaire est dirigé contre la démocratie de façade de notre pays. Nous ne sommes pas tous égaux devant la loi. Les riches et les puissants peuvent tout se

permettre, y compris abuser impunément des enfants. Que dire alors d'Albert II qui a transformé votre marche en une manifestation de soutien aux institutions soi-disant "démocratiques" du pays ? Un soutien à la Justice de classe, aux services de police, au gouvernement ?

Comment taxer l'empressement d'Elio Di Rupo, de Philippe Busquin et de Johan Vande Lanotte à rencontrer "discrètement" les parents ? Tellement discrètement que cela figure dans tous les journaux le lendemain. Le parti écologiste flamand Agalev a appelé la population à manifester dimanche en portant des pancartes avec les premières pages des journaux ? C'est son droit. Il est donc d'autant plus frappant que seul le PTB écope d'un procès en urgence pour avoir lancé exactement le même appel.

L'attaque contre le PTB fait partie des tentatives d'enterrer le mouvement démocratique. Le PTB ne prend pas part à ce complot pour démobiliser ce mouvement. Il appelle à mener l'enquête jusqu'au bout. Pourquoi est-ce justement ce parti qu'on veut forcer à se taire ? Non, les attaques contre le PTB sont des attaques contre le mouvement populaire qui exige la vérité sur les plus hauts responsables.

C'est pourquoi notre parti continuera à défendre les revendications radicales qui vivent parmi la population, tout comme il continuera à soutenir les parents jusqu'à la fin de leur longue lutte.

## Un parti qui défend la cause des enfants

Une Nivelloise écrit une lettre aux parents Russo et Lejeune

Notre rédaction a reçu copie d'une lettre qu'une Nivelloise a envoyée aux familles Russo et Lejeune...

«Chères familles, En suivant le JT d'hier, j'ai pu prendre connaissance de votre démarche à l'encontre du PTB. Certes, il appelle à la marche de dimanche, mais Ecolo, les syndicats, et le PS aussi, me semble-t-il avoir lu dans Le Soir de cette semaine. Le PSC et le PRL insistent sur le fait que cela doit rester une démarche individuelle. Je tiens à vous faire part de mon incompréhension.

Je puis admettre que vous ne souhaitez pas qu'une organisation utilise le nom de vos enfants, que vous ne souhaitez pas la récupération de votre combat mais je puis témoigner aussi de l'intégrité de cette organisation.

Je ne suis pas membre du PTB, mais depuis 20 ans je les observe. Je puis vous affirmer que vous trouverez là des gens qui, avec de faibles moyens, de fortes convictions et une générosité sans borne, ont accompli de grandes choses pour la cause des enfants. Sans cesse, ils jouent l'acte à la parole

(je pense que c'est un argument auquel vous devez être sensibles). Non seulement leurs tracts témoignent d'un incessant souci de justice réelle, mais leurs actes aussi.

Je ne citerai que quelques exemples : la lutte pour protéger l'enfant d'Hoboken de la pollution au plomb, la lutte pour améliorer la santé des enfants qui ont peu accès aux soins médicaux, la lutte en faveur des enfants immigrés et réfugiés, les actions pour les enfants du Rwanda, pour les enfants oubliés du monde en Irak et à Cuba, leur lutte pour l'égalité dans l'accès aux savoirs. Toujours leurs locaux sont à la disposition de ceux qui souffrent et sont opprimés pour qu'ils puissent faire connaître leur cause.

Soyez assurés de l'immense chagrin que j'ai ressenti, de la fidélité au combat que vous portez, et de ma confiance en ce parti.»

Christine Bailly  
Nivelles, 19 octobre 96



# Le PTB a fermement défendu la liberté d'expression

100.000 dépliantés diffusés, 1.225 journaux Solidaire vendus

**Dimanche fut une journée très importante pour des dizaines de militants, de membres et de sympathisants du PTB. Chacun s'est démené pour communiquer la position de notre parti aux marcheurs, via notre nouveau dépliant ou via Solidaire.**

Les résultats furent particulièrement positifs, compte tenu de la «chasse» organisée contre nos propagandistes et de la campagne médiatique sur la prétendue «récupération politique». Jugez-en : 100.000 dépliantés ont été distribués et 1.225 numéros de Solidaire ont été vendus !

Jeannot : «Au début, c'était difficile. Beaucoup de gens refusaient le tract. Quelqu'un a même essayé de m'arracher mon paquet. Ça m'a un peu refroidi. Mais bientôt je me suis rendu compte que seule une

minorité de gens étaient agressifs à notre égard. D'autres étaient très influencés par les médias. "Pas de récupération politique" disaient-ils. Malgré tout, la plupart des personnes acceptaient notre tract. Une dame m'a dit : "Ils veulent vous interdire, mais je voudrais tout de même savoir ce que vous avez à raconter". Certains sont même venus nous féliciter. Finalement, j'ai distribué plus de 500 tracts et mon ami plus de mille». Gino : «J'avais mis un complet blanc avec l'affiche "Stoppez



Très nettement, la majorité des manifestants de dimanche ont refusé la censure politique. Au contraire, beaucoup ont défendu les militants PTB contre la gendarmerie...

## Un autocar arrêté

Le docteur Lieve Dehaes raconte : «Nous étions une vingtaine dans le car, organisé par le PTB de Liège.

Quelques pensionnés, des patients de Médecine pour le Peuple et des jeunes. Tout à coup, notre car est escorté par deux gendarmes mobiles. Ils font signe au chauffeur du bus de les suivre. Nous reprenons à nouveau la direction de Bruxelles, mais avec une escorte plus importante de gendarmes. A l'entrée de Bruxelles, le car est conduit au bureau de la gendarmerie autoroutière, encadré par huit motards, deux combis et deux voitures de gendarmes en civils.

Que pouvons-nous bien avoir à cacher, de quel crime nous soupçonne-t-on ? Dans le car, malgré un peu d'énervement, nous décidons de rester calme. Après vérification de la plaque d'immatriculation, les gendar-

mes font ouvrir tous les coffres, qu'ils contrôlent méticuleusement. Nous ne pouvons nous empêcher de rire en les voyant étonnés de ne rien trouver. Ils entrent ensuite dans le car. Que cherchent-ils ? Ils ne nous disent rien. Tout ce qu'ils trouvent, ce sont les ballons blancs et un petit nounours que Fiorella avait apporté pour Maxime, le petit frère de Julie.

Après cet événement, les discussions vont bon train. Je demande à Fiorella ce que cela lui inspire. Elle me regarde droit dans les yeux et me dit : révolte. Quand les petites filles étaient disparues, on n'avait pas les forces pour les retrouver. Maintenant, ils mobilisent vingt gendarmes pour vingt manifestants. Pourquoi ? Pour qu'on se taise. Mais ne nous tairons pas. Nous nous joindrons aux 300.000 autres manifestants réclamant clarté et justice.

l'Opération Oubliettes". Les gens étaient intrigués et demandaient directement un tract. Des centaines de gens portaient cette affiche. Ils venaient les demander par dizaines.»

## On passe les menottes à un candidat-juge mangeant des spaghetti

Les militants du PTB ne furent pas les seules victimes de la répression. Un père et son fils portaient un calicot "Justice dégoûtante". Cela a suffi pour leur mettre les menottes. Un autre marcheur portait une pancarte : "Je suis candidat juge. Je ne suis pas corrompu. Je suis contre la justice de classe. Je mange du spaghetti". Lui aussi fut immédiatement embarqué par la police. Au moment où un jeune distribuant des tracts fut arrêté, une

femme cria, indignée : «Vous feriez mieux de chercher les enfants disparus, au lieu d'arrêter les jeunes qui protestent». Une autre femme, voyant un monsieur jeter notre tract à terre, lui cria : «Ne le jetez pas, c'est plein de choses intéressantes».

Lena a vendu 26 exemplaires de Solidaire : «Je leur disais : "Lisez Solidaire pour savoir comment le mouvement doit continuer". Certains, en m'entendant, faisaient demi-tour pour venir m'acheter le journal. Quand je demandais aux gens comment ils voyaient la suite du mouvement, ils répondaient : "Continuer jusqu'à ce que des têtes tombent et qu'on nous cite des noms", "Grève de 24 heures dans tout le pays".»

Riet : «Devant le Centre International, beaucoup de jeunes s'étaient postés avec l'affichette "Stoppez l'Opération Oubliettes". Au bout d'un certain temps, nous avons également commencé à y

distribuer le dépliant du PTB. D'abord timidement, puis, comme ça ne posait pas de problème, de plus en plus ouvertement. Je m'adressais aux gens en disant : "Voulez-vous ramener de l'information à lire chez vous ? Voulez-vous connaître la vérité derrière les faits ? Voulez-vous savoir comment continuer demain ? Alors, prenez notre dépliant". Aux plus jeunes, je proposais d'emporter quelques exemplaires du dépliant pour le distribuer à leurs camarades de classe. Non sans succès, car beaucoup devront faire une rédaction ou une récitation sur ce sujet dans la semaine qui vient. On leur apportait matière à réflexion. Des femmes sont venues nous demander des piles d'exemplaires du tract, pour le distribuer à leurs voisins ou le déposer dans des magasins.

Espérons que beaucoup de lecteurs demanderont davantage d'informations via le bon ».

## Les militants PTB défendus par le peuple

Les arrestations de la gendarmerie ont provoqué de fortes résistances

Jeudi 20 octobre, 15 heures. Plein de courage, nous distribuons nos tracts "Dans quelle société vivons-nous ?" "S'il vous plaît, Madame, un point de vue interdit". La BSR et quelques types d'extrême droite sont déjà venus nous provoquer, déchirant quelques tracts, frappant l'un de nous. Mais ce n'étaient que préparatifs...

Soudain, surgit de nulle part toute une bande de gendarmes. Nous empochons vite le matériel. Trop tard. Ils foncent sur nous. Arrêtés,

nous nous retrouvons à leur voiture. Rapidement, nous expliquons aux assistants le vrai rôle de la gendarmerie en Belgique : «Pour les enfants du peuple, ils n'ont pas d'argent, pas de moyens. Contre le peuple, ils en ont toujours. Voilà la liberté d'expression en Belgique, voilà la démocratie, on se fait arrêter par la gendarmerie quand on défend ses opinions !»

Les gens sont choqués, ils crient qu'on doit nous libérer, quelqu'un

lance "C'est scandaleux !" Les gendarmes se font huer. Ça devient le chaos parmi eux. Leur radio répète d'une voix paniquée : "Des membres du PTB ici, envoyez le combi !" Réponse : "Trop dangereux pour le combi !" Un peu plus tard, un BSR arrive. Il connaît mon nom d'une arrestation précédente. Voilà donc à quoi ils passent leur temps : ficher des jeunes comme moi pour retenir leurs noms et leurs visages.

Après une heure, ils doivent nous

amener au combi à travers la foule. Les mains menottées et en l'air, nous crions à tous "Voilà à quoi sert la gendarmerie, à arrêter les gens qui expriment leur opinion, pas à protéger le peuple !" Le soutien est très large, des gens viennent dans les deux langues exiger qu'ils nous relâchent. Les gendarmes ne savent pas où se mettre. Nerveux, effrayés, ils nous emmènent. A 23 heures, nous serons libérés. Mais le peuple a vu leur vrai visage...

## Répression lundi aussi

Même après ce fameux dimanche, la répression frappe le PTB. Témoignage de Jan à Courtrai : «Lundi matin, à 8 heures, nous distribuons des tracts à la gare. Tout d'un coup, arrivent deux combis. Quatre militants du PTB et de Rebelle sont embarqués. Pourquoi ? Réponse : «Déten-tion administrative pour trouble de l'ordre public". Nous voilà fourrés dans une cellule jusqu'au lundi soir, 17 h 30. Belle démocratie !»

# Que les délégués donnent son véritable sens à cette révolte

## Syndicalistes interpellés par le mouvement

Les nombreux arrêts de travail et manifestations dans les usines et bureaux du pays montrent une prise de conscience politique impressionnante. Les arrêts ont parfois pris forme en dehors des délégations syndicales. Heureusement, beaucoup d'autres assument leur responsabilité et ont pris la tête de cette explosion de ras-le-bol général.

Jo Cottenier

«Depuis des semaines je sens la révolte gronder parmi les gens, écrit un délégué, membre du PTB. Jamais je n'ai eu autant de discussions politiques à mon travail. Il suffit d'écouter, de formuler une réflexion sur l'actualité pour que le débat éclate. Jamais, on ne m'a autant demandé de donner une orientation politique et de prendre des initiatives pratiques qui permettent aux gens de s'exprimer, de montrer le meilleur d'eux-même : la haine contre un système où tout cela est possible.»

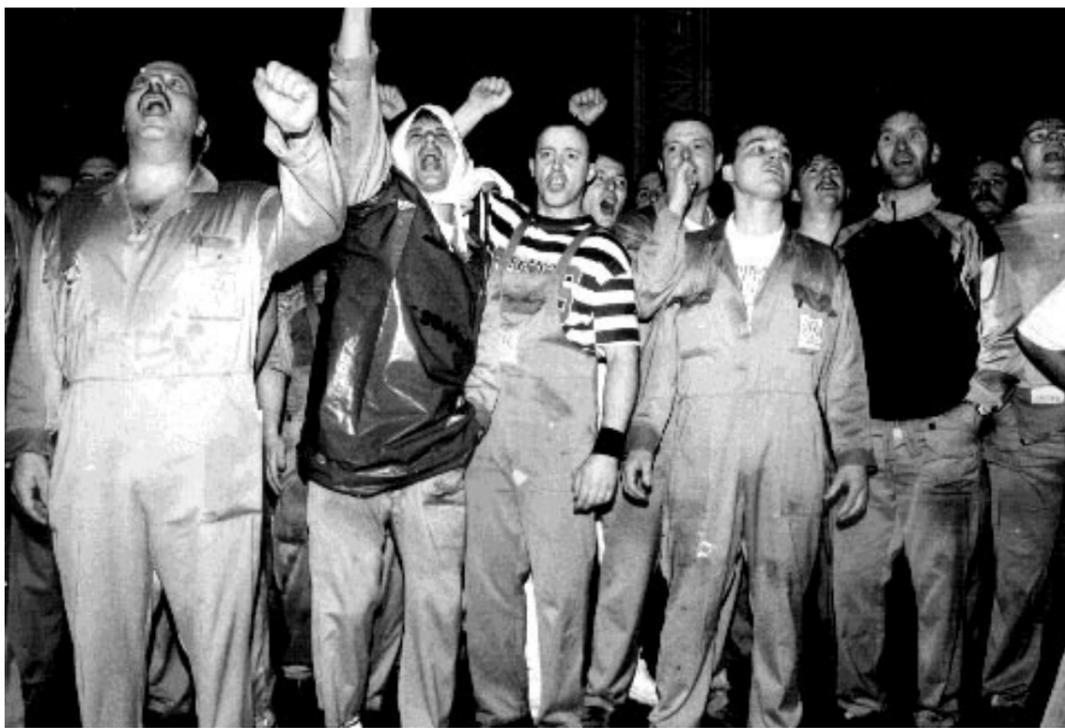
Ce camarade a ressenti le sens de la lame de fond qui parcourt les masses. Les gens découvrent à travers les affaires des derniers mois que notre système "démocratique" est pourri jusqu'à l'os, qu'il existe une justice pour les riches et une justice pour les pauvres. «Nous savions déjà qu'ils ont le fric, dit un ouvrier, maintenant nous savons aussi qu'ils ont le pouvoir.» Toute la haine accumulée contre les injustices et l'exploitation, contre le chômage et la flexibilité, contre les atteintes aux acquis sociaux se concentre dans ce mouvement.

Les directions syndicales, complètement dépassées par les événements, se contentent de soutenir prudemment. Certains dirigeants syndicaux ont peur de cette explosion. Ils se rendent compte que le système est mis en cause dans sa globalité, ainsi que les partis politiques qui le gèrent. Ils veulent empêcher que la crise du

système ne débouche sur des mots d'ordre démocratiques et anticapitalistes radicaux. Ils reprennent l'argument répandu par les partis socialistes : "Attention, ce mouvement va profiter à l'extrême droite".

Que penser de cet alibi ? D'abord il témoigne d'un mépris total pour ce mouvement de masse, qui est essentiellement juste et non de droite. Souligner dans un tel contexte le danger de récupération par l'extrême droite, c'est protéger les instances politiques bourgeoises, leur appareil de Justice et de répression. Le but des partis bourgeois est de sauver les institutions bourgeoises et de renforcer l'appareil de répression, en coupant quelques branches pourries. Le mouvement ouvrier ne peut soutenir une telle politique. Délégués et secrétaires combattifs peuvent jouer un rôle important en prenant la tête de la révolte contre le système capitaliste pourri. Voici quelques semaines, la secrétaire régionale de la FGTB Bruxelles, Anne-Marie Appelmans, lançait un avertissement aux directions syndicales : «La méfiance à la base vis-à-vis des instances politiques et judiciaires est totale et si le syndicat ne veut pas périr avec ces instances, il faut qu'il se mette à réagir au lieu de freiner.»

Si les délégations et les secrétaires combattifs veulent vraiment combattre la récupération par l'extrême droite, ils doivent se libérer eux-mêmes de l'influence paralysante des partis au pouvoir, qui font tout pour que le mouvement s'effrite, qu'il ne touche pas au



Les ouvriers de Volkswagen à Forest furent les premiers à déclencher la grève dans le Brabant. Toute la haine accumulée contre les injustices et l'exploitation, contre le chômage et la flexibilité, contre les atteintes aux acquis sociaux se concentre dans ce mouvement.

coeur du système capitaliste, à sa justice de classe et à son appareil de répression.

### Le mouvement a besoin de vous

Il n'y a pas de muraille de Chine entre les luttes des délégués combattifs contre les attaques du patronat et du gouvernement et le ras-le-bol général qui s'exprime à l'occasion des "affaires". La gendarmerie qu'ils combattent dans les luttes sociales est celle qui se fout des enfants des travailleurs, qui manipule et sabote les enquêtes pour renforcer son pouvoir. Aujourd'hui, ils peuvent lui porter un coup sérieux.

Le peuple découvre que notre fameuse démocratie est une démocratie de classe, pour les riches. Les syndicalistes ont le devoir d'orienter cette lutte pour qu'elle s'en

prenne aux racines du système, le pouvoir bourgeois, le capitalisme et ses institutions d'État. Ils doivent orienter cette lutte vers une société qui ne soit pas gouvernée par le profit, vers le socialisme. Aujourd'hui, cela se traduit par un programme de revendications démocratiques radicales qui donnent une issue précise à la méfiance générale des travailleurs.

Le courant anarcho-syndicaliste a toujours prétendu que le syndicat ne doit pas s'occuper de lutte politique. Il estime qu'il ne doit pas se laisser guider par un parti révolutionnaire, mais doit développer sa propre ligne, essentiellement braquée sur les questions économiques. Ce courant est désorienté par un mouvement tel que nous le vivons, il y voit uniquement des dangers et pas les énormes opportunités. Ainsi, sur le terrain politique, il se laisse

souvent piéger par le réformisme social-démocrate.

D'énormes manœuvres de récupération sont orchestrées par le roi, les ministres, les partis, les magistrats et la gendarmerie. Ils veulent faire taire ceux qui ne se contentent pas de quelques petites réformes. Le mouvement a besoin de la force et de la clairvoyance de l'avant-garde syndicale pour briser ce carcan. Ne pas donner un contenu valable au mouvement, c'est laisser la voie à la récupération par les partis bourgeois et les fascistes.

Dans les circonstances actuelles, le besoin d'un parti révolutionnaire se fait plus que jamais sentir pour tout syndicaliste qui s'engage dans un combat qui dépasse largement le terrain économique. Le PTB est nécessaire pour faire avancer une stratégie révolutionnaire, seule à ouvrir la voie vers le socialisme.

## «Quelle justice pour les travailleurs ?»

### Une motion collective des délégations FGTB de sept entreprises

Jo Cottenier

Les délégations FGTB de Volkswagen, Caterpillar, Forges de Clabecq, Diamant Board, Carcoke Tertre, Gazelco Hainaut et Twin-Disc ont lancé une motion collective. Il s'agit d'une initiative positive, bien que la motion mette l'accent sur les dangers de "dérapage socio-politique". Il est positif de formuler des mots d'ordre : «Les délégations signataires estiment qu'il est impératif de sortir de cette situation émotionnelle qui risque

de rester stérile, pour en arriver à poser les questions de fond qui pourront conduire à des institutions plus démocratiques et plus soucieuses des droits des faibles par : 1° une justice accessible à tous, 2° une lutte plus efficace contre les exclusions, 3° un débat démocratique sur le fonctionnement de l'État et spécialement de l'appareil judiciaire.»

Dans le contexte d'une campagne massive de récupération par la bourgeoisie, la question centrale est d'avancer des revendications

qui protègent et approfondissent le mouvement contre ceux qui veulent le miner. Dans ce sens, la motion présente quelques faiblesses. La première revendication reste ambiguë : elle ne fustige pas le caractère de classe de la Justice, pourtant largement mis en avant par le mouvement. «Une justice accessible à tous» est un slogan qui pourrait être repris par Dehaene ou Di Rupo.

La deuxième revendication fait à juste titre le lien entre la politique économique du gouvernement et

les affaires de pédophilie. Le texte explique : «Dans un pays où l'argent est roi, tout peut arriver, même le pire. Dans un pays, où les partis politiques ont adhéré aux théories du libéralisme sauvage (rentabilité, performance, profit et compétitivité), le pire est arrivé.» C'est juste, mais il faudrait exprimer positivement sous quelles revendications cette lutte contre les exclusions peut être menée. Sinon, on n'entre pas en confrontation directe avec la politique gouvernementale.

En ce qui concerne la troisième revendication — un débat sur le fonctionnement de l'État —, nous sommes certains que les signataires organiseront ce débat dans leur usine. Là aussi, tout dépendra du contenu donné à ces discussions. La bourgeoisie a aussi ouvert le débat pour y imposer sa vision. Les signataires exigent enfin, à juste titre, «que la lumière soit faite, tant sur les réseaux criminels qui ont organisé les rapt et les assassinats d'enfants que sur les clients».

# Les "Cat" descendent sur la ville

Nouvelle grève de 24h contre la liquidation des acquis à Caterpillar

Epaulés par des délégations de VW, des Forges de Clabecq, de Cockerill Sambre, de CDC, ACEC, Fafer, ... les travailleurs de Caterpillar ont manifesté à travers Charleroi contre McKie, le patron américain, et Fabrimétal.

Michel Mommerency

Descendant du plateau de Gosselies en caravane de voitures, les "Cat", en front commun, ouvriers et employés, ont traversé toute la ville. Les délégations avaient décrété une grève de 24 heures. Par son projet d'abaisser le salaire d'embauche de 12% et de liquider 6 jours de réduction de temps de travail, McKie veut faire disparaître les acquis de 25 ans de lutte sociale et instaurer deux catégories de travailleurs.

Lors d'une conférence de presse, P. Cuisinier, membre de la direction, a voulu faire croire qu'il n'y avait pas d'alternative à son plan : «J'espère que la raison va primer. Ou bien nous trouvons une solution proche de ce qui est mis aujourd'hui sur la table, ou bien il faudra que nous prenions nos responsabilités, mais cela s'inscrira moins dans le cadre d'un dialogue.» Des menaces qui prouvent que la guérilla fait très mal. Jeudi, les travailleurs ont clairement fait comprendre que la direction ne devait pas espérer



Les travailleurs de Caterpillar ont manifesté à Charleroi le 15 octobre. Ils étaient soutenus par des délégations de VW, des Forges de Clabecq, de Cockerill Sambre, de CDC, des Acec, de Fafer, etc.

repandre du souffle : l'usine a encore été marquée par 6 heures d'arrêt lors de chaque pause. Et cela avec d'autant plus de vigueur qu'ils soupçonnent Cammarata, dirigeant syndical de la CSC-métal de vouloir diviser le front commun, solide jusqu'ici. «Je ne siffle pas la fin de la récréation, a-t-il dit, mais j'estime qu'on doit se mettre autour de la table pour négocier un compromis. La région n'a plus besoin de cette image de marque (de gréviculteurs).» Propos lancés lors du congrès provincial de la CSC, que les délégués de

Caterpillar ont refusé d'applaudir. En effet, les ouvriers ne veulent rien savoir d'un compromis. Dès le départ, les délégués ont reçu le mandat de refuser toute négociation sur les acquis. Les travailleurs restent aussi intransigeants sur le maintien du salaire d'embauche et du statut actuel. Les travailleurs refusent cette usine à deux vitesses. Les travailleurs ont manifesté devant Fabrimétal. Dans le plan de McKie ils ont reconnu la politique générale de Fabrimétal et de la FEB, qui prônent cette baisse des salaires. Et la direction ose parler

de "politique jusqu'au-boutiste" des délégués ! Pour les ouvriers, la piscine déborde et le mouvement continuera !

Si l'attention pour le mouvement politique qui se développe dans le pays était encore assez faible au début de la semaine, les travailleurs de Cat estiment de plus en plus qu'ils ne peuvent rester en retrait. Ils subissent vingt ans d'austérité et aujourd'hui une attaque sans précédent contre leurs acquis. Plus d'une fois, les ouvriers de Cat ont expérimenté la justice de classe par les astreintes,

les délégués licenciés et jamais réintégrés, les gendarmes contre les piquets. La politique agressive de la multinationale américaine, son lot de restructurations et de licenciements ont largement contribué à la misère, sur laquelle se greffe la criminalité. De très larges groupes sociaux se mettent en mouvement pour rejeter ce système avec sa justice de classe. Aujourd'hui toutes ces luttes peuvent fusionner et se renforcer mutuellement dans un vaste mouvement contre ce système haï.

## «Les 35 heures : tabou pour la direction de Cockerill ?»

Interview de Michel Olynyk, délégué principal CSC de Cockerill-Sambre Liège

Johnny Coopmans

**Le plan 2002 de la direction veut liquider 2000 emplois. Et vous, que voulez-vous ?**

**Michel Olynyk.** Nous avons rappelé à la direction que nous refusons les licenciements. Une prime de départ n'est qu'une amélioration du préavis. Nous restons partisans de la prépension, nécessaire dans un métier lourd, soumis à de dures conditions de travail. Au lieu de courir après des normes de productivité comme le font tous les patrons sidérurgistes européens, nous, syndicats, privilégiés une réduction du temps de travail. D'abord le retour aux 35 heures, puis expérimenter l'introduction des 32 heures.

Les 35 heures ne coûtent rien si l'on y affecte la modération spécifique de deux fois 2 % des sauts d'index. La Région wallonne veut intervenir pour rendre possible les expériences de 32 heures. Je ne vois donc pas le problème. Sauf si la direction a un tabou politique

envers les 35 heures.

Ceci dit, la réduction du temps de travail ne pourra absorber toutes les pertes d'emploi programmées par la direction.

**On peut maintenir l'emploi tout de suite en gardant les 23.000 postes actuels en sidérurgie...**

**Michel Olynyk.** C'est la position de chaque délégation syndicale. Mais chacune répond à des situations d'entreprise et il faut arriver à les coordonner. Sur le non-licenciement et le maintien des outils, tous mes collègues ont la même position.

**Accorder à chacun un emploi est un choix politique, disiez-vous...**

**Michel Olynyk.** Aujourd'hui, le capitalisme est le seul choix présenté. Je regrette évidemment qu'il n'y ait plus d'alternative idéologique à ce type de société. Le mur de Berlin a rendu une certaine liberté, mais a surtout affaibli le mouvement ouvrier mondial au niveau idéologique. Il faut recons-

truire une alternative : une société comptant 500.000 chômeurs est inacceptable.

**Les travailleurs de Cockerill luttent pour que toute la vérité soit faite dans l'affaire Dutroux-**

**Nihoul. Ils soutiennent à fond les parents Russo-Lejeune.**

**Michel Olynyk.** Mon impression sur cette réaction du personnel est très favorable. Les travailleurs seront toujours solidaires de leurs collègues. Dans le passé, les

travailleurs de Cockerill-Sambre ont déjà émis des revendications de nature politique sur la société. Et cette affaire est de ce type.

Cette interview a été réalisée avant le démarrage du conflit à Liège.

## Congrès CGSP : «C'est sur la souffrance qu'on fait des économies»

Trois mille personnes étaient présentes au meeting dénonciateur de la CGSP, jeudi dernier à Charleroi. Les orateurs n'y ont pas mâché leurs mots.

**Jacques Lorez,** président de la CGSP : «Les faits de ces dernières semaines sont révélateurs. Les citoyens n'ont plus confiance dans le monde politique et dans la Justice.»

**Jean-Claude Vandermeeren,** secrétaire général de la FGTB wallonne : «Nous en avons marre d'être géré uniquement par des normes technocratiques ou des procédures judiciaires. Car, derrière les chiffres, il y a des hommes et des femmes, des malades, des personnes âgées».

**André Mordant,** secrétaire général de la CGSP wallonne : «L'argent roi a pris le pas sur tout.

Même les enfants sont devenus des marchandises qui se vendent et qu'on achète. (...) La justice est celle des astreintes. (...) Non le capital ne doit pas avoir raison, car le premier des droits de l'homme, c'est le droit au bonheur, pas le droit au fric. (...) Quand la politique budgétaire s'en prend aux soins de santé, c'est sur la souffrance qu'on fait des économies.» (FP)

# Objectif 479.917 a cinq ans

## Bruxelles

Dimanche 24 novembre, dès 11 h.

### Journée "Droits égaux - nationalité automatique"

Programme continu : musique, salon de thé, poésie et mini débats.

Au Centre International, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

## Charleroi

Dimanche 24 novembre.

Souper et spectacle de Kizilirmak.

Ecole communale, Rue Ferrer, Marchienne - La Docherie.

## Anvers

Samedi 23 novembre, dès 15 h.

### "Les 12 heures pour les droits égaux"

Avec les Brotherhood, Panache Culture, De Mens, Metal Molly, El Khoulood, Les Gnaouas de Marrakech, Ustad Mohammed Sayeed Khan, Kizilirmak, Habib Koité & Bamada, Boogie Boy en Mwindi Kitoko — Café antiraciste de 14 à 18 h : musique, poésie et débat.

A la Stadsfeestzaal, au Meir.

## Gand

Vendredi 22 novembre, dès 19 h.

Avec Ozdil (danses folkloriques), Cheb Jamel, Thou (New wave) et Kizilirmak

A la salle Ozdil, Drabstraat 34B, Gand.



Cécile Harnie et Belgin Ozgunes, d'Objectif 479.917

**OBJECTIF**  
**479.917**  
fois

**NON** au racisme  
et au fascisme

## Le Rwanda exige que justice soit faite

Action de protestation, vendredi 1er novembre, de 9h30 à 11 h.

Rendez-vous à 9h30 précises devant l'entrée principale de la basilique de Koekelberg

Un million de personnes ont été tuées au Rwanda en 1994. Les assassins courent toujours. Certains d'entre eux vivent en Belgique, où ils bénéficient de la protection du gouvernement et de l'église catholique.

Une rencontre de Rwandais soupçonnés d'avoir pris part à l'organisation et/ou à l'exécution du génocide se tient dans

les salles sous la basilique de Koekelberg.

L'action de protestation se déroulera devant l'édifice. Avec témoignages, chants de protestation, évocations artistiques.



## Jeu d'échecs dans la région des Grands Lacs

Conférence par Colette Braeckman.  
Vendredi 25 octobre à 20h.  
Au Centre International, bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles

En juillet, les troupes tanzaniennes s'apprêtaient à intervenir dans le pays voisin, le Burundi. Le coup d'Etat de Buyoya a rendu cette intervention impossible. Quelques jours plus tard, les différents pays voisins ont dé-

crété un embargo sévère à l'encontre du Burundi. Pendant ce temps, les gouvernements zairois et rwandais concluaient un accord prévoyant le rapatriement de tous les réfugiés dans leur région d'origine au Rwanda et à Masisi.

Quel jeu d'échecs joue-t-on dans la région des Grands Lacs ? Qui sont les intervenants et quels sont leurs desseins ?

## La compétitivité, je l'aime un peu, beaucoup, pas du tout ?

Débat au Centre international, mercredi 30 octobre à 20h  
Avec **Riccardo Petrella** et **Jo Cottenier**. Modérateur: **Claude Demelenne**. Entrée : 100 francs.

Y a-t-il une alternative à la politique des gouvernements de tout sacrifier à la compétitivité ? Riccardo Petrella, ancien fonctionnaire de la Commission européenne, le pense.

Il croit à la possibilité de conclure un contrat mondial



Riccardo Petrella

pour assurer le bien-être de la population. Ce contrat serait porté par des "élites" et appuyé



Jo Cottenier

par la "société civile", tout en restant dans le cadre du capitalisme. Une politique qui

reçoit l'appui de la gauche du parti "socialiste", des écologistes, des trotskistes et de certains dirigeants syndicaux.

C'est sur ce point que Jo Cottenier, collaborateur à *Solidaire* et à *Etudes marxistes*, interviendra : comment développer le monde dans un système capitaliste, fondé sur l'exploitation ?

Socialisme ou capitalisme, c'est l'enjeu de ce débat animé par Claude Demelenne.

## AGENDA

### Anvers

Lundi 28 octobre, 20h

"Le Consciousness Movement aux États-Unis: Malcolm X". Conférence par **Mohammed Hassan**. En anglais, traduction en néerlandais et français. Infocentrum PVDA, Van Arteveldestraat 5, Antwerpen. Org. : Alarmlijn Racisme, Open Grenzen, AIB. Info : 03/366.05.69.

### Bruxelles

Mardi 5 novembre, 20h30

Films : "Ngor, l'esprit des lieux" de Samba Félix Ndiaye (1994) et "Mieux vaut être riche et américain que pauvre et burkinabé" de Philippe de Peirpont (1995). Org. : Le P'tit Ciné, rue du Coq 99, Uccle. Info : 03/376.78.21.

### Charleroi

Vendredi 25 octobre, 19h30

"La démocratisation de l'enseignement à l'épreuve de la crise du capitalisme". Soirée rencontre-discussion avec **Nico Hirtt**, enseignant, auteur de "L'école sacrifiée" et **Jean-Pierre Kerckhofs**, enseignant. Maison Pierre Harmignie, 9 rue Léon Bernus, Charleroi. Org. : Appel pour une école démocratique.

## Affichez un tract à votre fenêtre

Mercredi soir, j'ai vendu *Solidaire* et distribué le tract "Stoppez l'opération oubliée" à l'usine chimique Monsanto de Gand. Bien que beaucoup d'ouvriers, retenus par une réunion, manquaient à la sortie de l'entreprise, j'ai vendu deux fois plus de journaux que d'habitude. De retour chez moi, j'ai mis la soixantaine d'exemplaires du tract qu'il me restait dans les boîtes aux lettres du quartier, habité principalement par des ouvriers. Il n'y a pas longtemps que j'y habite et je ne sais pas encore dans quelle mesure le PTB y est connu. Aussi, j'ai été agréablement surpris, les jours suivants, de voir le tract affiché à la fenêtre de cinq de mes voisins. Je vais sans tarder leur proposer *Solidaire*...

### Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/513.79.41

24 oct., à 20 h. En français. 100 F.

### Irak, droit international ou arbitraire colonial?

Débat avec Olivier CORTEN, Rabah HAJLAOUI et LUC VANCAUWENBERGE

25 oct., à 20 h. En français. 100 F.

### Jeu d'échecs dans la région des Grands Lacs

Colette BRAECKMAN, journaliste au journal *Le Soir* et au *Monde Diplomatique*.

26 oct., à 16h30. Entrée libre.

### Apéritif Poétique "Au coeur des quatre à dix-neuf ans"

Présenté par Lucie SPÉDE. Musique: Lisa DANGOTTE, flûtiste, et ses élèves.

30 oct., à 20h. En français. 100 F.

La compétitivité, je l'aime un peu, beaucoup, pas du tout?

Débat entre **Riccardo PETRELLA** & **Jo COTTENIER**, animé par **Claude DEMELENNE**.

# Voici votre colis vérité !

## Des outils pour combattre l'opération oubliettes

**Le régime tremble. Jamais encore dans son histoire, la Belgique n'a connu une pareille explosion d'indignation. Cette révolte populaire a besoin de s'orienter. Contre qui diriger sa colère ? Exiger quoi ? Manifester pour quoi ? Comment arrêter l'opération oubliettes ? Votre matériel de "révolte" pour militer dans les rues est prêt...**

Riet Dhont

- En premier lieu, il y a l'hebdomadaire *Solidaire*, qui offre un trésor d'informations, de réponses, d'analyses, de réactions de l'étranger, ainsi que l'actualité internationale. Cet hebdomadaire traduit la voix du peuple. Il est l'instrument idéal à diffuser. Vous pouvez obtenir chaque semaine un stock de 5, 10 ou 20 exemplaires que vous pourrez vendre dans votre entourage à 40 F ou offrir gratuitement avec un abonnement à l'essai de cinq semaines pour que le journal soit lu et apprécié au maximum.
- Un dépliant "révolte", imprimé à des centaines de milliers d'exemplaires, est également prêt. Il a déjà rencontré un large succès à la manifestation de dimanche à Bruxelles. Le dépliant offre une analyse claire de la justice de classe et de l'(in)justice en Belgique.

Ce dépliant met l'accent sur le sabotage par la gendarmerie de l'affaire des enfants de travailleurs. La gendarmerie prépare-t-elle un coup d'Etat rampant ? La question n'est nullement superflue, quand on sait qu'elle a reçu 10 milliards pour ficher toute la population. 1,5 million de fiches ont déjà été constituées. Qui permet tout cela ? Vous lirez ces informations dans le dépliant "révolte".

- Une série d'affiches colorées sont également disponibles, à utiliser pendant les manifestations et les actions. Il est toujours utile de disposer de matériel. Les affiches résumant l'essentiel de l'affaire :

«La gendarmerie savait tout depuis 1993». C'est la raison pour laquelle nous exigeons la «dissolution de la gendarmerie». «Révélez les noms» est une revendication qui revient sur toutes les lèvres. L'unité du peuple dans ce mouvement de révolte, voilà la seule garantie pour faire triompher la vérité. Toutes ces revendications figurent en gros caractères sur les affiches.

- Il y a aussi des autocollants «Stoppez l'opération oubliettes de la gendarmerie et de la Justice». Ces autocollants existent en modèle plastifié à coller sur la voiture, le cartable ou le portefeuille. Il est devenu l'emblème de la révolte. Du matériel à profusion donc pour vous mettre au travail. Réfléchissez à ce que vous pourrez faire, retrouvez les manches. Votre contribution est essentielle.

### Appel urgent

Une opération anti-oublettes dans les quartiers. Nous voulons cette semaine diffuser 200.000 dépliant. C'est possible si vous aussi vous nous aidez en signalant dans quel quartier vous distribuerez les dépliant. Durant le week-end, nous parcourons ce quartier pour proposer Solidaire (40 F). La vérité doit être proposée aux gens.



## Oui, je veux stopper l'opération oubliettes

Nom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Code postal : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_  
 Téléphone : \_\_\_\_\_ Age : \_\_\_\_\_ Entreprise/Ecole/Université... : \_\_\_\_\_

- Je commande .... exemplaires de l'hebdomadaire Solidaire (40 F) pour les vendre moi-même
- Je commande .... anciens exemplaires de Solidaire à offrir comme exemplaire gratuit
- Je commande .... exemplaires du dépliant de 4 pages pour le diffuser (2 F)
- Je commande ... exemplaires de la série d'affiches en couleur (4 affiches pour 20 F)
- Je commande .... autocollants (20 autocollants pour 20 F)
- Je commande ... exemplaires de l'autocollant plastifié «Stoppez l'opération oubliettes»
  - format allongé pour voiture (50 F)
  - format rectangulaire (50 F)
- Je veux participer à diffuser le dépliant et à vendre Solidaire

**A renvoyer au secrétariat du PTB, boulevard M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513 77 60, fax: 02/513 98 31, Internet http://www.ptb.be**

## PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

**Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.**

**Contre qui le PTB se bat-il?** Le PTB combat le grand capital: banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

**Que veut le PTB?** Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

**Le tiers monde.** Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

**L'impérialisme c'est la guerre.** La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich: elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

**L'expérience historique du socialisme.** Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international: la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine; la construction du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

### Adresses de contact

**Secrétariat national.** Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobie Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (04)264 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (04)228 09 49 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (04)337 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

**Le mouvement communiste.** Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

**Fonds de soutien.** 001-1151486-75, PTB-Bruxelles

## solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles  
 ☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

**Rédacteur en chef:** Kris Merckx  
**Editeur responsable:** Marie-Rose Eligijs

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
<b>Belgique:</b>	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
<b>Europe:</b>	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
<b>Autres:</b>	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21  
 Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14  
 \* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

## Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles 1155

Nom et prénom: \_\_\_\_\_  
 Adresse: \_\_\_\_\_  
 Code postal: \_\_\_\_\_ Commune: \_\_\_\_\_  
 Age: \_\_\_\_\_ Entreprise/Ecole: \_\_\_\_\_

Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.  
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

## EDITORIAL

*Attention,  
la prochaine fois*

Herwig Lerouge

La présence massive à la marche des parents des enfants disparus témoigne de la colère persistante de la population. Elle refuse "l'Opération Oubliettes" du pouvoir politique, de la Justice et de la gendarmerie. Mais pour Dehaene, cette marche devait sonner "la fin d'un mouvement". Il l'a dit à Paul Marchal la veille de la marche. (1)

Tout au long de la semaine, les politiciens bourgeois ont mis les parents sous pression... Le lendemain de l'arrêt de Cassation, Declerck les a sommés d'abandonner leur opposition, inutile selon lui, à cet arrêt. Il enlevait ainsi au mouvement un objectif de lutte direct. Paul Marchal se sent roulé aujourd'hui : "Je ne me laisserai plus guider par des déclarations du ministre. Il a une nouvelle fois abusé de notre confiance" (2).

Ensuite, on a vu passer chez les parents Di Rupo, Van de Lanotte, Busquin.

Pour se protéger de la colère populaire, la classe politique a exigé que la manifestation soit apolitique, c'est à dire qu'elle ne critique pas la politique antipopulaire du gouvernement, de la gendarmerie et de la Justice. La gendarmerie et les politiciens bourgeois ont pris en mains la marche au nom des parents.

Au cours des grèves et des manifestations de la semaine passée, les ouvriers des grandes entreprises, les travailleurs et les jeunes ont donné un contenu précis à leur mécontentement : contre la justice de classe, contre le sabotage de l'enquête par la gendarmerie, contre la protection par la gendarmerie des hauts placés, des haut-gradés et des hommes d'affaires impliqués dans les réseaux de prostitution infantile. Tout ce contenu a été censuré, épuré par le gouvernement et la gendarmerie qui ont imposé une manifestation prétendue apolitique, c'est à dire ne disant rien sur le fond de l'affaire.

Toutes ces manoeuvres font partie de "l'Opération Oubliettes". Le gouvernement et l'état-major de la gendarmerie ont constaté que la situation était explosive. Ils ont décidé de permettre aux gens de défiler dans une manif. qui ne peut parler de l'essentiel. But : démobiliser le formidable mouvement populaire anticapitaliste. Si ce plan réussit, l'Opération Oubliettes sera menée à terme : on ne trouvera personne des haut placés, des hauts gradés et des hommes d'affaires impliqués. On renforcera encore le caractère répressif et antipopulaire de la justice, rendue plus efficace contre... les simples gens.

Parce qu'il dénonce l'Opération Oubliettes, le PTB a été baillonné. Trente de ses militants ont été arrêtés pour avoir diffusé à la marche les véritables revendications du mouvement populaire. Le PTB entreprendra une action en justice et appelle à créer une commission d'enquête publique sur ces violations sans précédent du droit de manifester et de la liberté d'expression. Il appelle à collaborer à la diffusion de son matériel anti-Opération Oubliettes. C'est la meilleure façon de contrer cette tentative de museler sa voix.

(1) De Morgen, 21.10. (2) Belang Van Limburg 21.10.

# Une semaine qui a fait trembler le régime

